

Directeur : Jocques Fauvet

STOCK

Vingt et un secrétaires d'Etat

[illegible]

du gouvernement Chirac

SECRÉTARIATS D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

POLITIQUE

M. PAUL GRANET

Plus « fauriste » que « gaulliste »

En devenant secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la formation professionnelle, M. Paul Granet repart la réputation de son soutien à la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing (il est secrétaire de l'Union des « 40 »), mais que le sort de ses critiques envers l'U.N.R. et de son allégeance personnelle à M. Edgar Faure.

M. Paul Granet a conduit sa carrière sur le triple plan administratif, privé et politique. Né en 1921, dans le Gard, il est entré dans l'Etat national d'administration comme attaché au cabinet de M. Jacques Ailhaud, alors directeur de la sûreté dans les départements algériens. Il est devenu ensuite directeur de la sûreté nationale au ministère de l'Intérieur.

Il entre en 1963 au cabinet de M. Roger Fauriol, alors ministre de l'Intérieur, comme chargé de mission. C'est en 1966 que M. Paul Granet « rejoint » le cabinet de M. Edgar Faure, ministre de l'Intérieur, comme chargé de mission. C'est en 1966 que M. Paul Granet « rejoint » le cabinet de M. Edgar Faure, ministre de l'Intérieur, comme chargé de mission.

M. ROGER POUDESON

Un sénateur affable

M. Roger Poudezon, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, est né le 14 décembre 1922 à Arras. Il a été élu député M.R.P. du Pas de Calais le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958.

Publiciste (directeur de l'Éclair du Pas-de-Calais), secrétaire général du M.R.P. de la région Nord-Pas-de-Calais, M. Roger Poudezon fut élu député du Pas-de-Calais le 28 septembre 1958.

M. ANDRÉ ROSSI

Un européen convaincu

Le nouveau porte-parole du gouvernement est âgé de cinquante-trois ans : né le 10 mai 1931, à Melun (Seine-et-Marne), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, titulaire de la licence de droit, titulaire de la licence de droit, titulaire de la licence de droit.

bon-cher, il est, de 1955 à 1957, son chef de cabinet. 1956 : cette année-là, à trente-sept ans, M. André Rossi entre dans la vie politique. Il est élu député de l'Aisne, sous l'étiquette du Centre républicain, parti né d'une scission et formé, à son origine, de radicaux hostiles à la politique algérienne de M. Mendès France. À l'Assemblée nationale, il est non-inscrit. Récusé en 1957, il est élu député du Centre républicain, parti né d'une scission et formé, à son origine, de radicaux hostiles à la politique algérienne de M. Mendès France.

M. MARCEL CAVAILLÉ

Une bonne chance pour Concorde ?

M. Marcel Cavallé, qui prend le secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Équipement, est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. Cavallé est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. NORBERT SÉGARD

Un nouveau leader dans le Nord

Nommé secrétaire d'Etat au commerce extérieur, M. Norbert Ségard est un parlementaire de longue date. Il a été élu député M.R.P. du Nord le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958.

Sur le plan politique, M. Ségard appartient au mouvement des démocrates-V, dont le président est M. Edgar Faure. Il est élu député M.R.P. du Nord le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958 et prêtre le 28 septembre 1958.

M. RENÉ TOMASINI

Un mot et une affaire

Un mot et une affaire : l'U.N.R. et, en 1962, vice-président délégué du groupe U.N.R. de l'Assemblée nationale, ce qui lui assure un double contact avec le législatif. M. René Tomasini est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

l'U.N.R. et, en 1962, vice-président délégué du groupe U.N.R. de l'Assemblée nationale, ce qui lui assure un double contact avec le législatif. M. René Tomasini est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. MICHEL GUY

Un amateur passionné

M. Michel Guy, directeur général du Festival d'automne à Paris, est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. PIERRE LELONG

Un dissident de l'U.D.R.

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, M. Pierre Lelong, né le 10 mai 1921, à Paris, est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, M. Pierre Lelong, né le 10 mai 1921, à Paris, est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. JEAN-PIERRE SOISSON

La réussite

Secrétaire d'Etat aux universités, M. Jean-Pierre Soisson est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

Secrétaire d'Etat aux universités, M. Jean-Pierre Soisson est né le 10 mai 1921, à Paris. Il est diplômé de l'École nationale d'administration (ENEA) (appartient au groupe indépendant).

M. ROGER POUDESON

Un sénateur affable

M. Roger Poudezon, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, est né le 14 décembre 1922 à Arras. Il a été élu député M.R.P. du Pas de Calais le 28 septembre 1958.

M. ANDRÉ ROSSI

Un européen convaincu

Le nouveau porte-parole du gouvernement est âgé de cinquante-trois ans : né le 10 mai 1931, à Melun (Seine-et-Marne), licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, titulaire de la licence de droit, titulaire de la licence de droit.

COLLECTION DE POCHE

Points

Lorenz Trois essais sur le comportement animal et humain

Macciocchi De la Chine

Paxton La France de Vichy

Senghor Poèmes

Rilke Les éloges de Dürer

Rémond Introduction à l'histoire de notre temps - 3 volumes

POINTS HISTOIRE / POINTS ACTUELS

POINTS PRATIQUES

6,50F 8F 9,90F 13F

Seuil

On peut "bien rouler" sans gaspiller d'essence la preuve:

Resultats du 19^e Mobil Economie Run.

Catégorie	Classement	Temps	Consommation	Classement	Temps	Consommation
Voitures						
Voiture 1300 cm	1	17.52	75.52	1	17.52	75.52
Voiture 1600 cm	1	18.00	78.00	1	18.00	78.00
Voiture 2000 cm	1	19.00	80.00	1	19.00	80.00
Voiture 2500 cm	1	20.00	82.00	1	20.00	82.00
Voiture 3000 cm	1	21.00	84.00	1	21.00	84.00
Voiture 3500 cm	1	22.00	86.00	1	22.00	86.00
Voiture 4000 cm	1	23.00	88.00	1	23.00	88.00
Voiture 4500 cm	1	24.00	90.00	1	24.00	90.00
Voiture 5000 cm	1	25.00	92.00	1	25.00	92.00
Voiture 5500 cm	1	26.00	94.00	1	26.00	94.00
Voiture 6000 cm	1	27.00	96.00	1	27.00	96.00
Voiture 6500 cm	1	28.00	98.00	1	28.00	98.00
Voiture 7000 cm	1	29.00	100.00	1	29.00	100.00
Voiture 7500 cm	1	30.00	102.00	1	30.00	102.00
Voiture 8000 cm	1	31.00	104.00	1	31.00	104.00
Voiture 8500 cm	1	32.00	106.00	1	32.00	106.00
Voiture 9000 cm	1	33.00	108.00	1	33.00	108.00
Voiture 9500 cm	1	34.00	110.00	1	34.00	110.00
Voiture 10000 cm	1	35.00	112.00	1	35.00	112.00

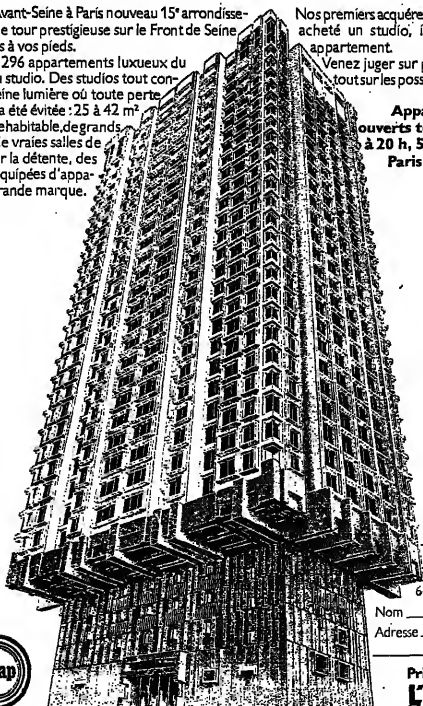
Association sportive de l'Automobile, 30 Boulevard de la République, 75008 Paris. Les concours techniques de l'épreuve.

Les studios de l'Avant-Seine sont aux premières loges sur Paris. Vous y faites un placement bien en vue.

L'Avant-Seine à Paris nouveau 15^e arrondissement. Une tour prestigieuse sur le Front de Seine. Tout Paris à vos pieds. Là, 296 appartements luxueux du duplex au studio. Des studios tout confort et pleine lumière où toute perte d'espace a été évitée : 25 à 42 m² de surface habitable, de grands séjours, de vraies salles de bains pour la détente, des cuisines équipées d'appareils de grande marque.

Nos premiers acquéreurs sont satisfaits. Ils ont acheté un studio, ils louent un véritable appartement.

Venez juger sur place, nous vous dirons. Appartements témoins, ouverts tous les jours de 11 h à 20 h, 51, quai de Grenelle, Paris 15^e - Tél. 577.68.21.



Pour demander le programme, retourner ce bon à SOFAP 64, rue de Lisbonne 75008 PARIS

Nom _____ Adresse _____ Tel. _____

Prix fermes et définitifs L'AVANT-SEINE

POLITIQUE

Dans les ministères

M. DUPUCH
directeur du cabinet
du ministre de la défense

M. LE VERT
directeur du cabinet
du ministre de la santé

M. Dupuch, maître des requêtes au Conseil d'Etat et précédemment directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, a été désigné comme directeur du cabinet de M. Jacques Soufflet, ministre de la défense (Journal officiel du 8 juin).

Le 1^{er} septembre 1971 à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), M. Michel Dupuch, journaliste en droit, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes, a été successivement chargé de mission au ministère de la coopération (1969), chef de cabinet du préfet de l'Afrique (1970) et en 1972 chargé de mission à la présidence de la République. De décembre 1971 à juillet 1972, il dirige le cabinet de M. Messmer, alors ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer, et il devient directeur adjoint du cabinet du premier ministre en juillet 1972. M. Dupuch a également été chargé de conférences à l'Ecole nationale qui forme les officiers de la marine nationale.

Le cabinet de M. Jacques Soufflet, ont été désignés : M. Jacques Royon, conseiller référendaire à la Cour des comptes et précédemment directeur du cabinet de M. Yves Guéna, d'abord au ministère des transports, puis au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

Conseillers techniques : M. Gérard Eliezer, conseiller commercial (Affaires étrangères) et conseiller diplomatique ; M. Jean-Claude Rousselle, contrôleur des armées (Affaires générales et budgets) ; M. Bernard Cabaret, ingénieur en chef des mines (Industrie, armement et problèmes connexes) ; M. Jean-François Verry, auditeur au cabinet d'Etat (Justice, garde-magasin et réflexion) ; M. Mohamed Ali Khider, sous-préfet hors classe.

Le chef de cabinet ministériel, le général de brigade Jean Birk, qui garde les fonctions qu'il occupait avec M. Robert Galley, précédent ministre des armées.

M. JEAN-ETIENNE SRIER
directeur du cabinet
du ministre de l'équipement

M. Jean-Etienne Srier, inspecteur général des finances, est nommé directeur du cabinet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement (Journal officiel du 7 juin).

Le 1^{er} janvier 1974 à Paris, M. Jean-Etienne Srier est docteur en droit et diplômé de l'Ecole des sciences politiques. Administrateur des services de l'Etat, il est inspecteur de l'équipement de l'Etat, ministre de la France d'outre-mer en 1971 et 1972, il est nommé directeur du premier mission au cabinet du premier ministre en 1973. De 1968 à 1973, il est directeur général de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer. Il est inspecteur des finances depuis 1964.

Depuis 1968, M. Srier a dirigé les différents cabinets de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, des transports et des communications.

M. GEORGES BADAULT
directeur
du cabinet du ministre
de la qualité de la vie

Au ministère de la qualité de la vie, M. Georges Badault, préfet hors cadre, est nommé directeur du cabinet de M. André Jarrot.

Chargé de mission, M. Bernard Magnin, maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui occupait ces fonctions dans le cabinet de M. Paul Dujon.

Le 14 juillet 1970 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), M. Georges Badault est nommé en droit, directeur de la préfecture en 1962, il est élève de l'Ecole nationale d'administration de 1967 à 1969. Chef de cabinet du préfet de la Haute-Loire en 1969, puis secrétaire général de la Mairie de Saint-Malo en 1970, chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne, du 1971, il est nommé préfet de l'Aveyron.

Depuis janvier dernier, M. Badault dirigeait le cabinet de M. Joseph Fontana, ministre de l'éducation nationale.

M. Dominique Le Vert est nommé directeur du cabinet de Mme Simone Veil, ministre de la santé (Journal officiel du 8 juin).

Le 10 décembre 1973 à Nantes (Loire), M. Dominique Le Vert, diplômé de l'Ecole nationale d'administration de 1967 à 1969, est nommé directeur du cabinet de Mme Simone Veil, ministre de la santé. Il est chargé de mission auprès du préfet de la Haute-Loire en 1969, puis directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Miquel, ministre de l'Education nationale, puis le 1^{er} mai 1973, directeur du cabinet de M. Pierre Miquel, ministre de la Justice, de 1973 à 1974, puis directeur de cabinet de M. Pierre Miquel, ministre des affaires sociales.

M. HUBERT BLANC
directeur du cabinet
de M. Vincent Auzou

M. Hubert Blanc, sous-préfet, sera le directeur du cabinet de M. Vincent Auzou, ministre du Commerce et de l'Artisanat.

(M. H. Blanc est né le 5 octobre 1925 à Saint-Julien-Molay-Monde dans la Loire. Diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, il fut notamment en 1948-1949, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, puis le 1^{er} juillet 1950, chef de cabinet de M. Roger Frey, d'abord ministre chargé des relations avec le Parlement, ensuite ministre chargé des affaires régionales. En 1952, il est nommé sous-préfet de la Haute-Loire. En 1954, il est nommé sous-préfet de la Haute-Loire. En 1956, il est nommé conseiller technique de M. Guichard.)

JUSTICE

Le cabinet de M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, ministre de la Justice, qui est dirigé par M. Robert Robaglia, est complété (Journal officiel du 8 juin).

Le cabinet de M. Jacques Malles, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ;

Chargés de mission : M. Henri Colombar, sous-préfet, et Pierre Panchon, avocat à la Cour d'appel de Paris.

Conseillers techniques : M. Roland Defontaine, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, Vincent Lamand, substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de Versailles, et Georges Pica, premier substitut à l'Administration centrale du ministère de la Justice.

Par un arrêté à paraître prochainement, M. François d'Arcaourt, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est également nommé conseiller technique.

ECONOMIE ET FINANCES

Au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, sont nommés :

Directeur adjoint : M. Paul Deroche, chef de service au ministère des finances ;

Le cabinet de M. Bernard Hallegou, chef de service départemental du Commerce intérieur et des prix.

TRÉCA EPEDA SIMMONS

ont choisi CAPELOU pour présenter leurs MEILLEURES LITIERES

Modèle TRÉCA

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU 37, rue de la République PARIS 12^e - Métro PASTEUR - Tél. 337.45.35+

صكناش الامل

EUROPE

L'U.R.S.S. et le Portugal établissent des relations diplomatiques

Après cinquante-sept ans de rupture, Moscou et Lisbonne ont décidé dimanche de renouer des relations diplomatiques normales. Selon l'agence Tass, le nouveau gouvernement portugais et la Fédération ont également décidé de reprendre les relations diplomatiques. D'autre part, une manifestation a eu lieu samedi à Lisbonne. Les militants du M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti révolutionnaire) ont réuni à l'Université de leur leader, M. Sandoval Sanchez, arrêté par les militaires jeudi dernier après un violent article paru dans l'Unité Populaire, organe du M.R.P.P. Les manifestants ont condamné la répression fasciste et le «révolucionismo».

De notre correspondant

Moscou. — La rapidité avec laquelle l'Union soviétique a établi des relations diplomatiques avec le nouveau régime portugais a été qualifiée de remarquable. Les conversations privées, pour avoir une idée exacte des raisons du nouveau régime et de ses intentions vis-à-vis de l'avenir des territoires africains.

L'établissement des relations diplomatiques annoncées dimanche 9 juin par le nouveau gouvernement portugais, a été qualifié de remarquable. Les conversations privées, pour avoir une idée exacte des raisons du nouveau régime et de ses intentions vis-à-vis de l'avenir des territoires africains.

Selon la presse de dimanche, ces négociations ont abouti à un accord de «réconciliation» et de «coopération» entre les deux pays. L'opposition au régime actuel a été qualifiée de «révolutionnaire» et de «révolutionnaire».

Ces langues ont manifesté l'intérêt des dirigeants portugais pour les relations avec l'Union soviétique.

La crise irlandaise

Tandis qu'une détente s'ébauche Lord et lady Donoughmore ont été libérés par leurs ravisseurs

La fin de la grève de la forme des sœurs Price, dans leur prison londonienne, a permis à certains d'entre elles de rejoindre leurs parents en Irlande. Les trois autres militantes de l'I.R.A. provisoire, Hugh Parnell, Gerard Kelly et Frank Stagg, qui refusaient de s'abandonner par solidarité avec les sœurs Price, ont été libérées par leurs ravisseurs dans la nuit de samedi à dimanche à Phoenix-Park, dans la capitale irlandaise.

Aucune explication officielle n'a été donnée sur les tractations qui ont abouti à la décision des sœurs Price de renoncer à leur grève, et l'I.R.A. provisoire n'a eu aucun commentaire.

Cependant, plusieurs sources ont déclaré que les sœurs Price ont été libérées sous la pression de militants de l'I.R.A. collés au gouvernement de Dublin. Les autres militantes de l'I.R.A. provisoire, Hugh Parnell, Gerard Kelly et Frank Stagg, qui refusaient de s'abandonner par solidarité avec les sœurs Price, ont été libérées par leurs ravisseurs dans la nuit de samedi à dimanche à Phoenix-Park, dans la capitale irlandaise.

De notre correspondant

Dublin. — La libération de lord et lady Donoughmore, kidnappés la semaine dernière, a été accueillie avec un grand soulagement dans la République. Quelques heures après avoir été déposé, par une voiture occupée par plusieurs hommes masqués, dans un grand parc, près du centre de la capitale, dimanche matin à 11 h 30, les deux prisonniers ont été libérés. Ils ont été accompagnés d'une conférence de presse. Lord et lady Donoughmore ont déclaré comment ils avaient été enlevés et ont promis de ne plus revenir en Irlande. Les deux prisonniers ont été libérés par leurs ravisseurs dans la nuit de samedi à dimanche à Phoenix-Park, dans la capitale irlandaise.

Autriche

NOUVEAU RECUIL SOCIALISTE A UNE ELECTION PROVINCIALE

Vienne (A.F.P.). — Le parti socialiste a enregistré un nouveau recul aux élections à l'Assemblée provinciale (Landtag) de Carinthie, dimanche 9 juin. Les formations du parti socialiste ont perdu, en effet, 0,9 point par rapport à la consultation régionale de 1969 et 3,3 points par rapport aux dernières élections législatives.

Le parti populaire (démocrate-chrétien) a gagné, en revanche, 1,9 point par rapport à la consultation régionale de 1969 et 2,7 points par rapport aux dernières élections législatives. Il enregistre un gain au parti socialiste et dispose ainsi de 31 mandats à l'Assemblée.

Belgique

Le Rassemblement wallon accepte de participer au gouvernement de M. Tindemans

De notre correspondant

Bruxelles. — Quarante-cinq jours après avoir formé un gouvernement minoritaire de socialistes, le Rassemblement wallon a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans.

Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans.

Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans. Le parti socialiste a accepté de participer au gouvernement de M. Tindemans.

Allemagne fédérale

LE S.P.D. ET LES LIBÉRAUX SE MAINTIENNENT DE JUSTESSE AU POUVOIR

M. Brandt assure que les élections de Basse-Saxe marquent un «renversement» de la tendance défavorable aux socialistes

De notre envoyé spécial

Hanovre. — Le parti social-démocrate et le parti libéral ont obtenu de justesse la majorité absolue aux élections de Basse-Saxe, dimanche 9 juin. Selon les résultats officiels, le S.P.D. obtient 40 % des voix (87 sièges) et le F.D.P. 31 % (65 sièges). L'union chrétienne-démocrate, qui devient le premier parti de Basse-Saxe, obtient 29 % des voix (60 sièges). Le parti libéral obtient 1 % des voix (2 sièges).

Le S.P.D. obtient 40 % des voix (87 sièges) et le F.D.P. 31 % (65 sièges). L'union chrétienne-démocrate, qui devient le premier parti de Basse-Saxe, obtient 29 % des voix (60 sièges). Le parti libéral obtient 1 % des voix (2 sièges).

Le S.P.D. obtient 40 % des voix (87 sièges) et le F.D.P. 31 % (65 sièges). L'union chrétienne-démocrate, qui devient le premier parti de Basse-Saxe, obtient 29 % des voix (60 sièges). Le parti libéral obtient 1 % des voix (2 sièges).

Le S.P.D. obtient 40 % des voix (87 sièges) et le F.D.P. 31 % (65 sièges). L'union chrétienne-démocrate, qui devient le premier parti de Basse-Saxe, obtient 29 % des voix (60 sièges). Le parti libéral obtient 1 % des voix (2 sièges).

ASIE

La presse soviétique dénonce la politique pétrolière occidentale en Asie du Sud et du Sud-Est

Moscou (A.F.P.). — La Pravda, commentant les récentes décisions de l'Organisation des États du Sud-Est asiatique (O.E.S.A.), écrit le journal qu'il reproche à la Chine d'avoir donné l'exemple d'une politique pétrolière qui a conduit à la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie.

Birmanie

LES ÉMEUTES DE RANGOON ONT FAIT PLUS DE VINGT TUÉS

Rangoon (A.F.P.). — Un communiqué officiel indique que vingt-deux personnes ont été tuées et cinquante-trois autres blessées lors des émeutes de Rangoon, dimanche 9 juin. Les émeutes ont éclaté dans la capitale birmanne à la suite de la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie.

Les émeutes ont éclaté dans la capitale birmanne à la suite de la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie. Les émeutes ont éclaté dans la capitale birmanne à la suite de la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie.

Les émeutes ont éclaté dans la capitale birmanne à la suite de la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie. Les émeutes ont éclaté dans la capitale birmanne à la suite de la dégradation de la présidence militaire des États-Unis dans l'Indonésie.

Bulgarie

Sofia (A.F.P.). — Un économiste bulgare, M. Emiliano Natchev, cinquante-trois ans, a été arrêté dimanche 9 juin par la police. Il est accusé d'avoir organisé une manifestation contre le gouvernement. M. Natchev a été arrêté dimanche 9 juin par la police.

Italie

LA SITUATION ÉCONOMIQUE MENACE DE PROVOQUER UNE CRISE MINISTÉRIELLE

De notre correspondant

Rome. — Depuis plusieurs jours, M. Mariano Rumor, président du conseil italien, et les ministres financiers de son gouvernement ont tenté de résoudre la crise ministérielle. M. Rumor a déclaré qu'il ne pouvait pas démissionner tant que la situation économique n'aurait pas été résolue.

M. Rumor a déclaré qu'il ne pouvait pas démissionner tant que la situation économique n'aurait pas été résolue. M. Rumor a déclaré qu'il ne pouvait pas démissionner tant que la situation économique n'aurait pas été résolue.

M. Rumor a déclaré qu'il ne pouvait pas démissionner tant que la situation économique n'aurait pas été résolue. M. Rumor a déclaré qu'il ne pouvait pas démissionner tant que la situation économique n'aurait pas été résolue.

LES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES ÉTUDIENT L'OPTIQUE DE CRÉDITS PRIVÉS

Bâle (Burr.). — Les représentants des banques centrales européennes ont examiné, dimanche 9 juin, les difficultés économiques et financières de l'Europe. Ils ont étudié l'optique de crédits privés.

Les représentants des banques centrales européennes ont examiné, dimanche 9 juin, les difficultés économiques et financières de l'Europe. Ils ont étudié l'optique de crédits privés.

AFRIQUE

Tunisie

M. Bourguiba dénonce « les syndicats partisans de la lutte des classes »

De notre correspondant

Tunis. — Président le 7 juin dernier le congrès du Comité de coordination des cellules desociales de Tunis, M. Bourguiba a longuement insisté sur le rôle du parti unique dans la lutte pour le développement et l'éducation du peuple. A cette occasion, le chef de l'Etat a évoqué les différents conflits qui agitent l'Université, d'une part, dont certaines catégories ont défilé des grèves depuis l'annonce de la hausse des prix.

« C'est dans cette perspective », a déclaré M. Bourguiba, qu'on ne doit pas oublier que l'Etat doit garantir aux cellules professionnelles dans leur action pour défendre les mandats de certains syndicats partisans de la lutte des classes, « en fait, au lendemain de l'annonce officielle de la hausse de certains produits comme le sucre, le congénus ou les matériaux de construction, le secrétaire général de la centrale syndicale, M. Achour, avait prononcé devant les cadres de l'Union générale des travailleurs tunisiens un discours admettant dans lequel il avait, entre autres, dénoncé les abus et les « mensonges » de certaines entreprises qui, tout en déclarant accorder un salaire minimum de 50 dinars (environ 800 francs), payaient les ouvriers 25 à 30 dinars seulement (environ 380 à 500 francs) alors que certains cadres touchaient 100 dinars (environ 1.500 francs). M. Achour avait, d'autre part,

affirmé que le ministre de l'économie nationale, M. Ayari, « était allé à l'extérieur en contact avec la présidence et à examiner avec elle la possibilité de mettre en place une formule d'adaptation des salaires aux prix ».

Mais son discours M. Bourguiba a déclaré à propos des grèves : « Le sens civique des citoyens doit empêcher le recours à l'arrêt de travail... Le rôle du comité de coordination en matière d'éducation civique prend alors tout son sens ».

En ce qui concerne les étudiants, qui avaient observé une grève les trois semaines au début du troisième trimestre, M. Bourguiba, qui venait de recevoir deux jeunes filles condamnées à six mois de prison, a émis une déclaration : « Je suis persuadé, m'a-t-il dit, que l'entretien que j'ai eu avec les trois jeunes filles a eu plus d'effet sur elles que les trois ou quatre mois passés en prison ».

Evitant les dépenses manifestes, il a déclaré : « Les dépenses qui sont apparues à cette occasion, le président a poursuivi : « On cherchait à en provoquer des heures supplémentaires avec les forces de l'ordre et à accroître, par la suite des rumeurs à propos de prétendues lésures policières sur les personnes des étudiants arrêtés. »

« La contestation est la réaction inévitable du progrès », a-t-il d'autre part déclaré.

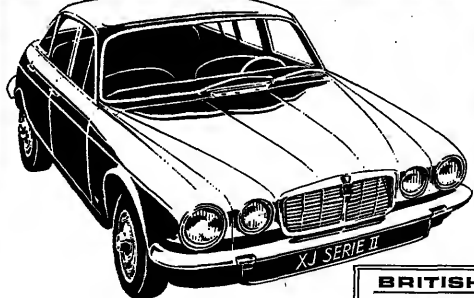
MANUEL PETROL.

Ce n'est pas parce que tout ce qui se lit s'imprime avec des caractères que tout ce que vous lisez a du caractère.

Pour que les meilleurs de la Bande Dessinée française internationale et sans doute interplanétaire puissent s'exprimer encore mieux, avec plus de pages et plus de récits complets.

mensuel
pilote

Un banquet, que dire, un festin de lecture une fois par mois.



JAGUAR



NT 6:28 L 16 CV OVERDRIVE : 50.500 F
N 6:42 L 20 CV OVERDRIVE : 60.500 F
N 12:53 L 31 CV AUTOMATIQUE : 74.000 F

* Prix net transport et livraison (M.F. 1974) à 18.124, C.V. 100, L. 100, L. 100.

PRÉSENTATION, ESSAI LIVRAISON RAPIDE :

PARIS :
6 - Raspail Vaillant Automobiles
89, bd Raspail - 76.22.99
12 - Grand Garage Faigre
21, rue Baccus - 24.82.26
19 - Grand Garage Allery
52, rue d'Alger - 33.01.20

10 - A.E.I.A.
41, avenue Kléber - 533.64.99
NANTERRE :
Neuilly - A.E.I.A.
15, avenue de Malte - 634.71.40
ROUBAIX :
Rond-point de la Seine - Central Garage
109, avenue Victor-Hugo - 604.47.34

CONCESSIONNAIRES PROVINCE :
J.B. 2 - 59101 Argenteuil - 969.29.22
B.R. 2 - 59101 Argenteuil - 969.29.22

Prix TOTAL

صكوك الامل

Niger

LE LIEUTENANT-COLONEL KOUNTCHE A FORMÉ UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Niamey (A.F.P.). — Le lieutenant-colonel Seyni Kountché, président du Conseil militaire suprême et chef de l'Etat du Niger, a procédé samedi 8 juin à un remaniement du gouvernement provisoire formé le 22 avril dernier, au lendemain de la prise du pouvoir par l'armée.

Le nouveau gouvernement est ainsi composé :
Président du Conseil militaire suprême, ministre de l'Intérieur, ministre de la défense nationale : lieutenant-colonel Kountché ;
Education nationale, jeunesse et sports : colonel Dupuis Henry Tencouba ;

Développement, mines et hydrocarbures : commandant Sani Souma Sido ;
Fonction publique et travail : commandant Idriss Arrouna ;
Justice : commandant Sory Mamadou Diallo ;
Armée : lieutenant militaire Mousa Tond ;
Affaires étrangères et coopération : capitaine Moumouni Djermakoy Adamou ;
Région rurale et sites et parcs nationaux : capitaine Ali Saniou ;
Fonction publique et affaires sociales : capitaine Mousa Sala ;
Travaux publics, transports et urbanisme : capitaine Bayez Mousa ;
Affaires économiques, commerce et industrie : capitaine Boukaka Mangu ;
Postes et télécommunications, information : lieutenant Gabriel Ouyé.

D'autre part, le gouvernement comprend quatre généraux d'Etat, tous civils : MM. Aliou Harouna (Intérieur), Annon Mahamane (Economie rurale), Moumouni Arrouna (Développement) et Abdou Abderrahmane (coopération).

Destiné à compenser la hausse du pétrole

LE DON ARABE DE 200 MILLIONS DE DOLLARS EST JUGÉ INSUFFISANT PAR PLUSIEURS PAYS AFRICAINS

Mogadiscio (A.F.P.). — Bien que plusieurs pays aient justifié comme insuffisants, les milieux des affaires étrangères de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), réunis dans la capitale de la Somalie, ont accepté samedi 8 juin une offre arabe de 200 millions de dollars (200 millions de francs français) destinée à compenser la hausse des prix du pétrole par les économies des Etats africains. Certains pays, dont le Kenya et l'Ethiopie, qui non sans réticence, ont apporté l'année dernière un soutien aux Arabes en rompant les relations avec Israël, estiment que cette somme est insuffisante et ont réclamé au moins 500 millions de dollars.

M. Hassan Elshad, ministre soudanais des affaires étrangères, qui revient d'une tournée dans les pays arabes, a précisé que sur la somme déjà promise, la moitié

Le gouvernement sénégalais réagit avec vigueur aux accusations du P.A.I.G.C.

M. Louis Cabral, président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau (le gouvernement formé par les nationalistes), a déclaré le dimanche 9 juin que la deuxième phase des négociations avec le Portugal — qui devaient reprendre le 13 juin à Lourenço — avait lieu à Alger à une date ultérieure. M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères, s'est refusé dimanche à commenter la décision des nationalistes.

Au Mozambique, les forces portugaises ont été mises en état d'alerte parce que les autorités réduites, semblait-il, des manifestations en faveur du FRELIMO. Plusieurs centaines de membres de l'ancienne D.G.S. (police politique) ont été arrêtés samedi. Un communiqué officiel demandait à la population de signaler leurs méfaits aux autorités afin que leur procès soit fait rapidement. D'autre part, le Comité révolutionnaire du Mozambique (COREMO), mouvement rival du

FRELIMO, a décidé de se constituer en parti politique légal, a annoncé un journal local. Mme Joana Simão, vice-présidente du Congo, actuellement en Europe, a été suspendue de ses fonctions par le comité exécutif du mouvement, après avoir été accusée d'avoir servi d'intermédiaire à la D.G.S. Un porte-parole de la société Siemens — l'une des firmes allemandes qui participent à la construction du barrage de Cahora-Bass — a affirmé enfin que les travaux se poursuivront « quel que soit le gouvernement ».

À Lisbonne un indic de source informé que le général Spínola a envoyé au président en exercice de l'O.U.A. un message dans lequel il explique sa politique à l'égard des territoires portugais d'outre-mer. Le conseil des ministres de l'organisation panafricaine a décidé dimanche d'accorder aux nationalistes de la Guinée-Bissau un soutien financier de 13 millions de francs.

De notre correspondant

miliciens du P.A.I.G.C. M. Daouda Sow affirme que « le fait, pour le gouvernement de la Guinée-Bissau, d'avoir diffusé de fausses informations par voie de communiqué, sans concertation préalable avec le gouvernement sénégalais, ne tient aucun compte du traité d'amitié et de coopération qui lie les deux pays ».

« Un contact préalable, n'est-il pas, à cet égard, une obligation ? » a-t-il demandé. « Les informations diffusées sans concertation préalable, ont été diffusées sans vérification de leurs informations, qui relèvent manifestement de l'intoxication ».

On repare des projets de « Grande Guinée »

On s'interroge, à Dakar, sur les raisons de cette brulure soudaine entre les nationalistes du P.A.I.G.C. et les dirigeants sénégalais. L'opinion la plus couramment admise est que, par l'intermédiaire du P.A.I.G.C. interposés, on assiste à un nouveau rebondissement de la querelle qui s'est développée depuis bientôt quinze ans entre Dakar et Conakry.

On se demande, à Dakar, si M. Sékou Touré n'a pas repris à son compte les projets de « grande Guinée » caracés antérieurement par certains administrateurs coloniaux. Cette fois-ci, cependant, autour de Conakry les deux anciennes possessions britanniques placées aux antipodes de l'ancien (l'est-dire la Sierra-Léone et la Gambie), l'ancienne Guinée française, la Guinée-Bissau et, jusqu'à la province maritime du Sénégal, les deux anciennes possessions portugaises situées au Portugal n'y a-t-il pas une ellipse, ou la coupe gambienne favorise la survie d'un partiellisme régional.

Déjà, le leader guinéen, en tournant depuis près de trois ans une

RECITIF. — Une erreur de transmission nous a fait entrer dans l'article de M. Daouda Sow, consacré à une région, le nom de la direction du M.P.I.A. de la Guinée-Bissau. Ce n'est pas le nom de la direction du M.P.I.A. de la Guinée-Bissau, mais le nom de la direction du M.P.I.A. de la Guinée-Bissau.

PIERRE BARNES.

A TRAVERS LE MONDE

Bulgarie

• L'ANNONCE À SOFIA DE LA CONDAMNATION À MORT D'UN BULGARE, ESTIMÉ PAR M. HENRIH NASSOV, chef de la police, a provoqué une manifestation des Nations unies pour le développement, rappelé dans son pays en 1970, a suscité une vive émotion parmi ses anciens collègues des divers organismes de l'O.N.U. à Genève, qui ont demandé la grâce aux autorités bulgares. Amnesty International a accompli une démarche analogue. (Corresp.)

Canada

• M. JULES LÉGER, GOUVERNEUR EN CHEF DU CANADA, victime d'une « attaque cardiaque », a été hospitalisé d'urgence le samedi 8 juin au soir. L'état de M. Léger, qui a reçu les derniers sacrements, demeure stationnaire. M. Léger était entré en fonctions au mois de janvier dernier. (A.F.P.)

États-Unis

• LE PROFESSEUR BORIS EPRICH, spécialiste de la culture japonaise à l'université de Leningrad et qui enseignait à l'université d'Osaka depuis deux ans dans le cadre d'échanges officiels, est arrivé samedi 8 juin à New-York. Il se rendra à l'université de l'Etat de New-York, où il sera reçu par le directeur des études de l'O.N.U. à Genève, qui ont demandé la grâce aux autorités bulgares. Amnesty International a accompli une démarche analogue. (Corresp.)

Republique Sud-Africaine

• DES TROUBLES ont éclaté dimanche soir à la mine d'Harmony, dans l'état d'Orange. Plusieurs milliers de mineurs africains ont mis le feu à leurs logements. Des forces de police armées de grandes lacrymogènes ont dû être appelées sur les lieux où elles ont été abattues. La cause de ces troubles n'a pu être établie. Au cours de l'après-midi, des mineurs auraient été tués et quatre autres blessés. (A.F.P.)

Côte-d'Ivoire

• LA POLIOLOGIE ET LA COTE-D'IVOIRE ont décidé d'établir des relations diplomatiques.

Canada

• M. JULES LÉGER, GOUVERNEUR EN CHEF DU CANADA, victime d'une « attaque cardiaque », a été hospitalisé d'urgence le samedi 8 juin au soir. L'état de M. Léger, qui a reçu les derniers sacrements, demeure stationnaire. M. Léger était entré en fonctions au mois de janvier dernier. (A.F.P.)

États-Unis

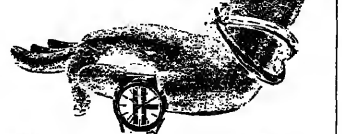
• LE PROFESSEUR BORIS EPRICH, spécialiste de la culture japonaise à l'université de Leningrad et qui enseignait à l'université d'Osaka depuis deux ans dans le cadre d'échanges officiels, est arrivé samedi 8 juin à New-York. Il se rendra à l'université de l'Etat de New-York, où il sera reçu par le directeur des études de l'O.N.U. à Genève, qui ont demandé la grâce aux autorités bulgares. Amnesty International a accompli une démarche analogue. (Corresp.)

Republique Sud-Africaine

• DES TROUBLES ont éclaté dimanche soir à la mine d'Harmony, dans l'état d'Orange. Plusieurs milliers de mineurs africains ont mis le feu à leurs logements. Des forces de police armées de grandes lacrymogènes ont dû être appelées sur les lieux où elles ont été abattues. La cause de ces troubles n'a pu être établie. Au cours de l'après-midi, des mineurs auraient été tués et quatre autres blessés. (A.F.P.)

SEIKO CENTER

sur la plus célèbre avenue du monde, s'est installé pour vous présenter les plus prestigieuses créations de la joaillerie française et la nouvelle collection complète des montres Seiko.



Seiko Center, 52160 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 339.40.85

500 من الاصل

AFRIQUE

Angola

TOUT EN REDOUTANT UNE « CONGOLISATION »

Lisbonne pourrait exploiter les rivalités des trois mouvements de libération

Luanda. — L'existence en Angola de trois mouvements de libération qui prétendent représenter une représentativité aussi large que possible des populations de ce territoire est un facteur particulièrement explosif.

A court terme, les dissensions entre les dirigeants du M.P.L.A., du F.L.N.A. et de l'UNITA, soutenues par des rivalités personnelles ou des options idéologiques et politiques différentes, sont naturellement un obstacle de taille à l'ouverture d'un éventuel dialogue entre les nouveaux dirigeants de Lisbonne et les porte-parole qualifiés de la rébellion nationale. Telles est l'opinion unanime, en Angola, des autorités portugaises, des membres du Mouvement démocratique angolais, qui regroupent des intellectuels libéraux, blancs et noirs, ayant souffert du régime salazariste, et des Africains qui ne cachent pas leur sympathie, dans la capitale, pour le mouvement du Dr Agostinho Neto, leader du M.P.L.A.

Tout en déplorant officiellement ces rivalités qui pourraient favoriser en Angola un processus de « congolisation », les autorités portugaises locales sont naturellement tentées de les exploiter pour affaiblir la position de leurs futurs partenaires africains dans une discussion qui s'annonce particulièrement délicate.

Tout se passe à Lisbonne, avec discrétion et subtilité. Mais le militaire dont certains journaux de Luanda, qui ont adopté la « nouvelle ligne démocratique » de la métropole avec retard et ambiguïté, rendent compte des conflits de tendance au sein du M.P.L.A. ou des « très bonnes dispositions » de M. Jonas Savimbi, leader de l'UNITA, officiellement soutenu par un missionnaire catholique de la région de Luso, en dit long sur les espoirs des milieux européens hostiles à une évolution trop rapide et surtout à une négociation où le M.P.L.A. apparaîtrait comme l'interlocuteur privilégié. Des trois mouvements de libération, le M.P.L.A. du Dr Agostinho Neto, de

tendance socialiste, est pourtant celui qui rejette le plus énergiquement le racisme, aussi bien noir que blanc, et qui prône une Angola indépendante et multiraciale. Les Angolais d'origine européenne auraient également leur place.

Mais ces proclamations officielles du M.P.L.A. sont accueillies avec scepticisme, dans les deux communautés d'ailleurs, par tous ceux qui estiment que le Dr Agostinho Neto n'est pas en état de contrôler réellement les éventuelles réactions émotives et épidémiques d'une large fraction de la population africaine, pour laquelle l'accession à l'indépendance « sera d'abord synonyme de spoliation et de revanche éternelle ».

C'est-à-dire, selon que les émissaires du M.P.L.A., diffusés par Radio Brazzaville, font écouter en Angola en raison de la puissance de son émetteur, lancent fréquemment des slogans inquiétants. Le GRAE de

De notre envoyé spécial

Roberto Holden, installé à Kinshasa, et dont la « base armée » est le F.L.N.A., très actif dans les Dombos, au nord-est de Luanda, est de ce point de vue, semble-t-il, encore plus direct, et fait appel aux sentiments de révolte et de revanche de la population africaine. Selon des informations de bonne source, le F.L.N.A. disposerait dans le secteur nord de l'Angola, c'est-à-dire essentiellement dans les Dombos, massif montagneux et boisé, de cinq mille guerilleros combattant une population africaine estimée à vingt mille personnes.

Le F.L.N.A. peut encore compter sur une réserve de dix mille hommes entraînés dans les différents camps situés au Zaïre, dont celui de Kinshasa. Des instructeurs chinois viennent d'arriver dans ces camps, dont vingt-deux, selon l'agence Zaïre-Press.

Les ambitions du général Mobutu

Les prétentions limitées du FLING en Guinée-Bissau, et les revendications au Mozambique de groupements qui avaient été bien souvent mis en place par le gouvernement Casimiro pour affaiblir le FRELIMO, apparaissent comme négligeables et on considère l'actualité et la gravité des rivalités entre les mouvements de libération en Angola. A Brazzaville, le Dr Pimo de Andrade, frère de Mario de Andrade, et leader du M.P.L.A., a confirmé qu'il n'était pas question pour son mouvement d'envoyer pour le moment des négociations avec le F.L.N.A. de Roberto Holden. Il ne saurait non plus, selon le même dirigeant, être question d'ouvrir un dialogue avec les autorités portugaises dans une condition. Le Dr Agostinho Neto, qui se trouve lui aussi depuis quelques jours à Brazzaville, serait moins hostile à la réunion d'un congrès du M.P.L.A.

Cette réunion est réclamée avec insistance par des dirigeants du M.P.L.A. comme Mario de Andrade, Eduardo Santos et Hugo Maneses, fondateurs du mouvement populaire de libération de l'Angola, qui critiquent les tendances « autoritaires » du Dr Agostinho Neto. Ce dernier qui affronte déjà les « tendances socialisantes » de Chipenda, dirigeant des groupes armés du M.P.L.A. opérant dans la région est de l'Angola, à partir de la Zambie, devra sans

doute commencer par mettre fin à l'insubordination de quelque-une de ses anciens lieutenants, déjà plus ou moins limogés par celui que les intellectuels noirs de Luanda appellent déjà le « président Neto ». « Ce serait un drame terrible, nous a dit un proche africain, si les intrigues actuelles, en Angola et hors d'Angola, parvenaient à éliminer un dirigeant respecté et qui possède une véritable stature de chef d'Etat. »

Une expectative mêlée d'inquiétude

Si les deux minorités, la libérale, d'une part, acceptant de jouer franchement le carte de l'indépendance, et la « modérée », d'autre part, qui cherche et trouve facilement des « pré-textes » noirs, sont de plus en plus actives à Luanda, il reste que la grande majorité de la population, européenne ou africaine, est dans une expectative mêlée d'inquiétude, de colère, d'espoir ou d'appréhension, et qui se nourrit de l'ambiguïté de la situation actuelle. Si les choses paraissent plus claires aujourd'hui en Guinée-Bissau et même au Mozambique, après la première prise de contact à Luanda entre M. Mario Soares et Samora Machel, il n'en est pas de même en Angola, où chacun s'accorde à penser que rien n'est encore réglé. Seuls, peut-être, certains des sympathisants du M.P.L.A. (par « sympathisants » il faut comprendre, dans le climat actuel, « militants ») se montrent très confiants. « Nous savons, nous osons dire, que notre représentativité politique est incontestable et nous pourrions en faire la preuve à tout moment en prenant les activités de la capitale... »

Dans ce milieu, comme dans tous les milieux du mouvement démocratique de l'Angola, on manifeste cependant une certaine préoccupation à l'annonce de la nomination d'un nouveau gouverneur général de l'Angola du général Silvino Silveiro Marques. Ce dernier, l'un des membres de la junte militaire de Lisbonne, a déjà été gouverneur à Luanda, il n'est pas très bien vu par les « Petits

ainsi acceptés de participer indirectement au prochain gouvernement de l'Angola.

Mais, là encore, les dissensions entre dirigeants nationalistes ne permettraient pas, du moins pour le moment, une réponse positive.

Les chefs de l'armée portugaise ont de leur côté très attentivement la moindre de la fièvre dans la population. Des incidents sont toujours à redouter. L'assassinat, mardi soir, à Luanda, d'un Africain par un barman au cours d'une discussion politique a incité l'état-major à renforcer les mesures d'alerte. L'Église d'Angola entre à son tour dans le débat. Les évêques ont réuni depuis plusieurs jours à Luanda, et au propos de publier un communiqué précisant leur position. (Un seul évêque, celui de Matrope, est africain.) Les évêques se rendront ensuite au Portugal pour participer à une réunion de la conférence épiscopale prévue dans le courant du mois de juin à Lisbonne.

Il n'est pas douteux que l'épiscopat angolais est partisan d'une évolution pacifique et de la formation d'un nouvel État multiracial. Depuis 1961, début de l'insurrection nationale, bien des membres du clergé angolais avaient été poursuivis, arrêtés ou déportés par le gouvernement de Lisbonne.

MARCEL NIEDERGANG.

aujourd'hui
le numéro 500
du NOUVEAU
observateur

O grande conforto.

O grande conforto?
Cela signifie que 4 fois par semaine en 707 ou DC10.
Varig vous amène au Brésil dans un confort exceptionnel.

Ainsi à partir du 1^{er} juillet, sur le Paris-Rio en DC10.
Il y aura 2/7 fois seulement au lieu de 3/3.
Désolément.

22 avenue des Champs Élysées, 12 rue André Paris Cordeliers Building 1 rue des Quatre Chapelles Lyon, Park Hotel 6 avenue Gustave V Nice, 1 place Stalingrad Bordeaux.

VARIG
Ligne aérienne Brésilienne

SCIENCES

LA PEUR NUCLÉAIRE

IV. — Non, mais...

Par NICOLAS VICHNEY

Une centrale est faite pour fonctionner normalement, mais se trouve-t-elle, en dépit de toutes les précautions qui ont été prises, à l'abri de tout accident ? Une après controverse s'est déroulée aux Etats-Unis à ce sujet. Le Monde des 6 et 7 et 8 juin.

La question n'est pas de savoir si la peur nucléaire existe — tout au plus ceux qui l'éprouvent ont-ils appris, en l'absence de tout accident, à vivre avec elle, — mais de déterminer si elle est justifiée.

Les uns affirment leur conviction — on pourrait même dire leur foi — dans l'existence d'un « danger » nucléaire. Les autres répliquent en brandissant des données indignes. Mais tous donnent l'impression de leur être indifférents et de ne pas se soucier de la réponse. Il en est une, ne devrait sans doute être ni un cas catégorique ni un non catégorique. Chercherait-on à son prix une formule, on serait plutôt tenté de dire non, mais...

C'est le sentiment que l'on retire d'entretiens au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Boston.

Premier interlocuteur : Henry Kendall, professeur de physique des hautes énergies, directeur adjoint de l'Union of Concerned Scientists, qui rassemble des hommes de science qui se sentent concernés par l'évolution de notre société, « conseiller technique » comme il le dit lui-même de Ralph Nader, et reconnu aujourd'hui comme le principal opposant aux centrales nucléaires, c'est avec vigueur qu'il demande la « vie de l'atome », s'en prenant aux grands « managers » de l'industrie nucléaire, tels ceux de Westinghouse, le principal constructeur de centrales nucléaires aux Etats-Unis.

« Les fissures dans les coques en acier des centrales ? Pour le professeur Kendall, la probabilité est si faible, l'A.R.C. comparable de ne pas y prêter attention. Westinghouse, qui a fait ces calculs, montre que la probabilité de rupture est de 10^{-6} : la rupture d'une coque de dix millions d'années.

« La défaillance du système de refroidissement du réacteur ? Pour le professeur Kendall, la rupture d'une canalisation risque d'engendrer des ondes de choc qui peuvent se propager jusqu'aux échangeurs de chaleur, lesquels présentent toujours des fissures. Ces fissures s'agrandissent. La vapeur pénètre dans le circuit de refroidissement, ce qui a pour effet de faire bouillir et empêcher l'eau injectée par le système de secours de refroidir. Toutes les chances sont pour que ce système, l'E.C.S., soit inopérant.

La probabilité de la rupture d'une canalisation est de 10^{-4} ou 10^{-5} (une rupture tous les dix mille ou cent mille ans) répond Westinghouse, et celle d'une défaillance de l'E.C.S. est de 10^{-4} ou de 10^{-5} (une défaillance tous les dix mille ou dix mille ans). La chance pour que les deux incidents se produisent en même temps est donc (on obtient le résultat en faisant la somme) entre 10^{-8} et 10^{-9} une fois par dix millions ou par milliard d'années.

Les « arbres »

du professeur Rasmussen

En fait, on peut considérer que Kendall ne fasse preuve d'un pessimisme systématique et réduire que Westinghouse s'embellisse les choses. Pour en avoir le cœur net, et prouver sa bonne foi, l'A.R.C. a donc fait entreprendre une étude de fond qui reposait sur les méthodes d'analyse les plus modernes. C'est également au MIT qu'elle se déroula, à l'extrême du campus, sous la direction de Norman Rasmussen, professeur de technologie nucléaire.

La méthode de Rasmussen, qu'il applique avec ses collaborateurs — une quarantaine — aux centrales à eau légère de modèle américain, doit à celles qui sont construites en France, veut que l'on commence par identifier tous les différents processus selon lesquels des accidents pourraient se produire. On détermine ensuite quelles seraient les effets de produits radioactifs qui dans chaque cas s'échapperaient de la centrale. Question suivante : comment ces produits se distribueraient-ils aux alentours de la centrale ? Quels seraient les effets à prévoir sur les personnes et les biens ? Il n'y a plus qu'à donner une estimation globale du risque.

Mais avant de descendre les cascades de conséquences, il faut déterminer dans chaque cas pour quel un accident se produirait et

quelle est sa probabilité. Le méthode consiste alors à dessiner des « arbres ».

— D'abord un « arbre d'événements » (event tree) qui définit tous les enchaînements possibles de circonstances. De deux choses l'une : soit le système important marche ou ne marche pas. S'il ne marche pas, le système de secours est-il prêt à fonctionner ? Dans la négative, il y a risque d'accident. Il en est de même dans l'affirmative, mais à condition, par exemple, que le dispositif d'alimentation en électricité du système de secours se révèle alors hors d'usage. Mais si la conséquence est identique, sa probabilité est différente d'un cas à l'autre.

— Ensuite, un « arbre de défaillances » (fault tree), car il faut déterminer la « probabilité » que chaque matériel « se tienne en panne » et combiner ensuite toutes les chances que telle pompe à de marquer et que telle vanne de ne pas marcher pour arriver à une évaluation globale.

Finalement, il n'y a donc qu'à rassembler des informations sur tous les matériels d'une centrale et à les couler à un ordinateur après avoir écrit les programmes nécessaires, non sans avoir tenu compte, chemin faisant, de tout ce que le montage des « arbres » a pu révéler.

Le droit d'avoir peur ?

Et à quel arrive-t-on ? Le professeur Rasmussen n'a pas encore rendu son rapport final, mais il ne refuse pas d'indiquer des résultats préliminaires. Après avoir évalué la probabilité d'accident, il a calculé les effets des fuites radioactives, puis défini leur répartition dans l'environnement en fonction de la nature du site et des conditions météorologiques et, enfin, leurs conséquences physiologiques. Il a abouti à définir la probabilité d'un accident en fonction des données qu'il occurreraient.

Une fois qu'il utilise ces résultats est de se demander quelle serait la probabilité d'un accident provoquant un nombre de morts équivalent à celui d'une catastrophe de nature civile : par exemple un accident d'aviation qui fait en moyenne cent victimes.

On trouve alors 10^{-4} pour une catastrophe de ce genre, ce qui équivaut à une catastrophe de ce genre de telles conséquences risque de se produire une fois dans une période longue d'un million d'années. Pour mille centrales — un nombre que l'on attendra bien avant l'an 2000, puisque l'on prévoit actuellement d'en construire une centaine par an dans le monde — un accident ayant cent personnes pourrait se produire approximativement tous les mille ans. C'est cette évaluation qui finalement conduit à son, mais NON : en effet, les calculs du professeur Rasmussen devraient montrer que les centrales nucléaires ne « sautent » pas comme des bombes de champagne. MAIS ces calculs montrent aussi que l'on ne peut exclure le risque d'un accident, même s'il semble ne devoir se produire qu'à une fréquence assez faible pour pouvoir être négligé.

Il n'y a plus, maintenant, question essentielle, qu'à savoir si le risque qu'appelle ainsi le recours à l'énergie nucléaire peut être accepté par ceux qui ont à le supporter.

Généralement, lorsque l'on reconnaît une probabilité de 10^{-4} (une chance sur mille par an) à une cause donnée de mort, on prend immédiatement les mesures nécessaires pour la faire disparaître. A 10^{-5} (une chance sur dix mille) on se trouve en présence d'un risque hautement reconnu et chacun est en principe prêt à faire un sacrifice pour éliminer le danger. C'était la probabilité d'un accident de voiture mortel par an aux Etats-Unis en 1968.

Descendant jusqu'à 10^{-6} (une chance sur cent mille), le péril est reconnu et on en parle, sans toujours faire davantage. C'est la probabilité annuelle d'une mort accidentelle par empoisonnement ou du fait d'une arme à feu.

Plus bas, vers 10^{-7} (une chance sur un million) ou 10^{-8} (une chance sur dix millions), on cesse généralement de se sentir personnellement concerné par le péril. C'est, par exemple, la probabilité annuelle d'être frappé par la foudre.

Mais il existe une différence essentielle entre le risque que l'on accepte personnellement (prendre sa voiture ou voyager en avion) et celui qui vous est imposé (on a décidé de construire une centrale nucléaire à proximité de votre résidence).

Les calculs sur les risques présentés par les centrales nucléaires

ne les feront-ils redouter autant que la radio, ou autant que la foudre ? Dans les documents américains qui font autorité, on admet que nous ne le savons pas encore.

Le risque contre le bénéfice

Peut-on cependant raisonner d'une manière absolue sur le risque inhérent au recours à l'énergie atomique sans le rapprocher du bénéfice que l'on en attend, et procéder à une estimation relative ? La difficulté est alors de primer le risque encouru et le bénéfice attendu en des termes qui puissent être comparés. Le coût par exemple. Chacun fait plus ou moins le rapprochement qualitativement, mais de là à y procéder quantitativement...

En toute logique, une telle analyse aurait dû constituer un des fondements d'une décision d'acceptation ou de rejet de l'énergie nucléaire. Dans la pratique, comme souvent, c'est l'inverse qui s'est produit : on s'est tellement engagé dans la voie nucléaire que le point de non-retour semble dépassé. Se trouverait-on une fois de plus en présence d'un fait accompli et aujourd'hui serait-il déjà trop tard pour discuter du bien-fondé de l'option qui a été prise ? Renoncer à l'atome impliquerait que l'on décrive compte de la perte qu'entraînerait de retour en arrière, du coût de la recherche d'une autre solution à nos problèmes énergétiques, de ses avantages et de ses inconvénients.

Mais, peut-être est-il encore temps de débattre des modalités de l'option arrêtée, en dépassant bien sûr le cadre de l'éventuel accident nucléaire, qui demeurerait l'exception, pour évaluer la compensation du bénéfice encouru et du risque attendu au cas où les centrales fonctionneraient sans incident. Et en prenant alors en considération les risques inhérents à l'ensemble de cycle de combustible : transport et réacteurs, du combustible traité, stockage des déchets...

En l'an 2000

Une question brûlante de poser la question serait de se référer à ce que l'on peut prévoir aujourd'hui de l'an 2000. En 1974, une étude détaillée a été entreprise de ce qui adviendrait à une région représentative des Etats-Unis, et ses résultats étendus à l'ensemble du pays. Elle a montré que si en 1970 la population américaine avait été accrue de 50 %, elle aurait été soumise à une irradiation de 0,003 millirem par personne — du fait de l'emploi de l'énergie nucléaire — chaque Américain aurait, en l'an 2000, absorbé une dose moyenne de 0,2 millirem. Une différence significative, mais qu'il est difficile d'interpréter... Une tentative s'est à nos jours été faite par le Comité consultatif sur les effets biologiques des radiations ionisantes de l'Académie nationale des sciences et du Conseil national de la recherche. Elle montre que, sur une population estimée de 300 millions d'habitants en l'an 2000, il faudrait attribuer au cancer le mort de près de 500 000 personnes par an, et que les cancers induits par les fuites radioactives entreraient dans ce total pour une dizaine de cas par an.

Cela — en excluant tout accident et tout risque génétique — pour disposer d'une source de kilowatts-heure à laquelle on demanderait alors le dixième environ de l'énergie appelée aux Etats-Unis. Est-ce acceptable ? Est-ce trop ?

En fait, le problème de fond ne tient pas à ce que nous ignorons le risque exact que présente le recours à l'énergie nucléaire pour chacun d'entre nous et pour la population à laquelle nous appartenons. Les Américains flâneront bien par fournir des chiffres. Il résidera plutôt dans le fait que nous ne savons pas quel nouveau risque nous sommes prêts à endosser en plus de tous ceux que la vie moderne nous impose déjà. Certes, nous apprenons qu'une centrale nucléaire ne peut pas ne pas avoir de panne, comme nous avons appris qu'un avion peut s'écraser. Le mouvement de contestation nous aidera, en dépit de ses excentricités ou peut-être à cause d'elles, à bénéficier de nouvelles mesures de sécurité. Mais la question demeure, et c'est celle que l'on se pose couramment aux Etats-Unis : « How safe is safe enough ? » « Jusqu'à quel degré l'énergie nucléaire doit-elle être sûre pour être assez sûre ? »

La réponse dépend de chacun de nous, mais elle n'est pas la même pour tous. Elle dépend de la distance qui nous sépare de la formulation.

louez vos bureaux à Paris Nord pour avoir 2 fois mieux en payant 2 fois moins.

attention, un prix de location se calcule toutes charges comprises.

Et à Paris Nord, le loyer toutes charges comprises (avec parking, téléphone et accès à tous les services) est exceptionnellement peu élevé :

en effet, Paris Nord est une opération tout électrique bénéficiant du tarif spécial industriel Edf.

Quant aux services (4 types de restaurants, banques, commerces, etc.), ils occupent tout un immeuble de 5 000 m² et ils sont déjà opérationnels.

Le tout situé dans 2 hectares d'espaces verts. Venez vite voir vos bureaux sur jardins, de grandes sociétés vous ont déjà précédé.

Téléphonez pour prendre rendez-vous à 931 31 90.

Centre d'affaires Paris-Nord

93 Le Blanc-Mesnil

Accès direct par l'autoroute du Nord

(échangeur Garonor, première sortie

après le Bourget) et l'autoroute B3

(antenne de Bagnolet)

par le nouvel échangeur.

Sur la ligne Snaf Paris-Roissy (gare de Blanc-Mesnil)

existante reliée au Centre d'affaires

Autobus direct Paris-Centre d'affaires :

lignes Ratp 148 et 350.



Requies

CENTRE D'AFFAIRES PARIS NORD



DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

120.000 F

La filiale française d'un important groupe international spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements industriels recherche, pour le bureau de Paris, un Directeur Financier et Administratif. Sous l'autorité du Directeur Général, il superviserait une équipe d'une quarantaine de personnes comprenant les services financier, comptable, informatique et administratif. Chargé d'établir des plans de financement, il assurerait les relations avec les organismes financiers et bancaires. Il aura en outre la responsabilité de l'organisation administrative et des liaisons avec les autres sociétés du groupe. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, etc.), ayant assumé de réelles responsabilités financières, dans une société multinationale de préférence, et possédant de bonnes connaissances en informatique. Le profane de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 F, sera liée à l'expérience acquise. Le développement de la société offre d'intéressantes perspectives d'évolution. Écrire à Paris. Réf. A/20655M

TOP REPRESENTATIVE

130.000 F

Industrie Chimique — Une très importante société allemande en expansion constante, spécialisée dans la fabrication et la vente de composants chimiques pour l'agriculture, vendant dans de très nombreux pays, recherche un « chargé commercial » capable de trouver des débouchés auprès de l'industrie chimique française. Il doit aider la société à introduire auprès d'autres « clients » et à déterminer les besoins de diversification. Ce poste conviendrait à des candidats de formation supérieure chimie, âgés d'au moins 30 ans, ayant acquis leurs expériences marketing dans le domaine de la chimie, et ayant une très bonne connaissance des problèmes techniques. Il est essentiel que le titulaire du poste soit un homme dynamique et ayant le sens des contacts. Les candidats, de nationalité française, devront parler couramment l'allemand et si possible l'anglais. Pour un candidat ayant acquis une expérience internationale, la rémunération annuelle de départ ira jusqu'à 130.000 francs. Écrire à Paris. Réf. B/54135M

DIRECTEUR GÉNÉRAL

120.000 F

Tuyauterie et chaudronnerie industrielle — Une société spécialisée dans l'installation de tuyauterie et chaudronnerie industrielles (région Lille) et ayant comme clientèle les principales usines chimiques et sidérurgiques de la Région Nord, recherche un Directeur Général. Il devra diriger et développer les activités de la société dont il sera intégralement responsable. Il veillera tout particulièrement à la rentabilité des opérations menées et s'assurera que les objectifs fixés soient atteints. Il aura sous son autorité un personnel dont l'effectif actuel est d'environ 300 personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, titulaire d'un diplôme d'ingénieur, et ayant acquis une solide expérience de « Manager » dans une industrie similaire. Le potentiel humain du candidat retenu et ses références seront déterminantes pour sa réussite dans le poste. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 120.000 F. Il s'y ajoutera au bout de 6 mois un intéressement important fonction des résultats obtenus. Les candidatures seront traitées confidentiellement par notre consultant chargé de cette recherche. Écrire à Créteil. Réf. A/4158M

RESPONSABLE DÉPARTEMENT

120.000 F

Rhône-Alpes — Une importante société faisant partie d'un grand groupe français recherche dans le cadre du renforcement de sa structure un Responsable du département Rhénans Industriels. Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, il se verra confier une triple mission. Dans l'axe de la politique générale de la société il devra, après avoir défini les objectifs de son département (120 personnes — sous-traitants de pose), veiller à leur réalisation et proposer toute action corrective dans un cadre budgétaire strict. Il sera responsable sur le plan technique de la qualité des produits réalisés et de leur commercialisation ainsi que du développement de produits nouveaux. Enfin, il devra être un animateur commercial ayant un souci constant du marketing et des ventes de son département. Ce poste conviendrait à un cadre commercial (H.E.C.), de haut niveau, ayant une solide expérience industrielle ou d'un ingénieur Grandes Écoles habilité, après avoir assumé des responsabilités en production, aux contacts commerciaux dans le secteur des biens d'équipement ayant traité si possible ou secteur du bâtiment. Le candidat sera âgé d'au moins 35 ans. La rémunération de l'ordre de 120.000 F, sera liée à l'expérience acquise. Écrire à Lyon. Réf. A/3259M

INTERNATIONAL EXECUTIVE

Planning for people and profit. An international executive with wide experience of personnel resource planning, corporate business planning and management development, is required to join the West European zone business headquarters in Paris of a multi-million franc enterprise. He will report to the chief executive of the zone—who is French—and be responsible for all aspects of human resource planning for companies in the France, Belgium and Holland. The parent organization is the Canadian and the European zone is directly accountable to an international headquarters in London. Graduates of European or American business schools, aged at least 35, will have a head start. A warm understanding and an ability to resolve the cultural and philosophic differences that exist within this zone is the key characteristic. Knowledge of working languages as well as fluency in French and English would be desirable. The successful candidate is unlikely to be married at present (less than 10.000 FF). Candidates wishing to apply should visit the Paris office giving brief particulars of their background and career to date. Write to Paris address. Réf. B/5418M

PHARMACIEN

Paris

Un groupe international de premier plan recherche, pour sa Direction du Développement, un Pharmacien. Sous l'autorité du responsable Marketing de la division Pharmacie, il aura pour mission de créer une image de marque indispensable à la réalisation d'objectifs ambitieux. A cet effet, il sera responsable des relations avec les pharmaciens, les prescripteurs et organisations professionnelles. Il aura à établir des contacts personnels et à animer des réunions d'information. Il contrôlera également l'exactitude scientifique des messages publicitaires et apportera son assistance à la force de vente. Ce poste conviendrait à un pharmacien âgé d'au moins 30 ans, possédant une bonne connaissance du milieu professionnel et un goût prononcé pour les relations publiques. De bonnes notions d'anglais seront appréciées. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience acquise. La dynamique du groupe assure d'intéressantes possibilités d'évolution. Écrire à Paris. Réf. A/2076M

DIRECTEUR DES VENTES

90.000 F +

Produits Alimentaires — Un important groupe alimentaire français (chiffre d'affaires 200 millions de francs) recherche son Directeur des Ventes pour l'une de ses divisions dont le siège est situé à Paris. Relevant directement du Directeur de la division, il sera chargé de faire progresser très rapidement le chiffre d'affaires au sein d'un marché potentiel très vaste. Il aura pour mission de diriger, animer et contrôler une force commerciale de vente de 80 personnes dont 6 chefs de région, de coordonner les actions promotionnelles et d'assurer la négociation des affaires les plus importantes auprès d'une clientèle de détaillants. Il participera, en outre, à la politique Marketing de son unité et sera directement responsable de son application. Ce poste ne peut être confié qu'à un cadre commercial confirmé, âgé d'au moins 32 ans et possédant une solide expérience de l'animation d'un réseau de vente acquise sur le terrain, de préférence dans le marché des produits frais et périssables. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 90.000 francs et sera fonction de l'âge et du niveau de compétence obtenu. Ce poste impliquant de nombreux déplacements, une voiture de fonction sera fournie. La réussite à ce poste ouvre pour un candidat de l'expérience acquise, de larges perspectives d'avenir. Écrire à Paris. Réf. A/2077M

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

80.000 F

Aéronautique — Une très importante société française, recherche pour une de ses divisions spécialisée dans le domaine aéronautique des ingénieurs d'affaires qui pour ont et trouver d'intéressantes perspectives d'avenir. Au sein de la direction commerciale, ils seront chargés d'assurer et de développer les ventes d'équipements aéronautiques. La fonction implique, en liaison avec les services techniques, le gestion commerciale, complète d'une opération : étude des besoins, devis, présentation de la proposition, contrat, gestion de la commande, modifications, recette des matériels. Les postes conviendront à de jeunes cadres, ingénieurs diplômés (GEP, Aéro, Télécom, etc.) ou universitaires, âgés de 27 ans minimum, attirés par les contacts commerciaux et possédant déjà 2 ou 3 ans d'expérience chez un constructeur d'avions, chez un fabricant d'équipements aéronautiques, ou dans une compagnie aérienne. De bonnes connaissances de l'électronique et des calculateurs seraient appréciées. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 65.000 F, et pourra atteindre 80.000 F pour des ingénieurs confirmés. Écrire à Paris. Réf. A/20335M

ATTACHÉ DIRECTION COMMERCIALE

80.000 F

Un groupe français (chiffre d'affaires consolidé : 150 millions de francs), lié à un puissant holding, et spécialisé dans la fabrication et la vente de produits destinés aux industries alimentaires, pharmaceutiques et chimiques, crée pour faire face à son expansion constante un poste d'attaché de Direction Commerciale. Basé au siège en proche banlieue parisienne, et sous l'autorité du Directeur Commercial du groupe, il assurera la liaison entre les diverses missions : études commerciales, administration et organisation des ventes, contacts commerciaux et haut niveau avec les industries et les administrations. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans environ, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, E.S.C.) ayant acquis 3 à 5 années d'expérience dans les différents aspects de la fonction commerciale (vente et administration), et possédant dans le marketing de produits industriels et au sein d'une société de moyenne importance. Une exacte bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Une grande importance sera accordée au potentiel et à l'adaptabilité du candidat. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 80.000 francs, et fonction de l'expérience acquise. Écrire à Paris. Réf. A/19898M

ADJOINT DIRECTION TECHNIQUE

75.000 F

Une importante société française spécialisée dans la fabrication et la vente d'équipements aéronautiques recherche un Adjoint à la Direction Technique (200 personnes) l'Adjoint du Directeur Technique. Sous l'autorité de celui-ci, il sera responsable de la recherche et de l'industrialisation de nouveaux produits et aura pour l'aider dans cette tâche un laboratoire et un bureau de dessin. On lui confiera également des études d'organisation portant par exemple sur le conditionnement, le contrôle-qualité, l'ordonnancement, etc. Ce poste ou large champ d'action conviendrait à un ingénieur (A.E.M., I.C.A.M., E.C.A.M.), âgé d'au moins 28 ans, ayant acquis une bonne expérience de fabrication et de développement de produits nouveaux acquise dans un contexte industriel de production en série comprenant des ateliers de fonderie, matriçage, usinage par exemple. La rémunération annuelle de l'ordre de 75.000 francs dépendra de l'expérience acquise. Le poste est à pourvoir en Normandie. Écrire à Paris. Réf. A/19668M

RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

70.000 F +

Une société française affiliée à un important groupe international et spécialisée dans la réalisation de matériel pétrolier (occasions de chargement et de stockage, robinetterie spéciale) recherche pour son unité de production (généraliste ville 100 km Sud de Paris), un ingénieur de bureau d'études. Sous la responsabilité du Directeur Technique, il assurera la charge d'un groupe d'études d'une dizaine de personnes. Sa mission portera sur l'amélioration des produits existants, le développement de nouvelles applications, la mise au point des prototypes en vue de leur industrialisation. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (Centrales, A.E.M., I.N.S.A., I.E.G., etc.), âgé de 28 ans minimum et possédant au moins trois ans d'expérience de bureau d'études acquise dans la construction mécanique (dessin, assemblage, emboutissage, soudure). La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle pourra atteindre 80.000 francs. Facilité de logement. Écrire à Paris. Réf. A/20268M

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

75.000 F

Industrie mécanique — Un groupe allemand, maintenant connu et occupant une position de leader dans le domaine de la mécanique de précision, petite et grande série, recherche pour sa filiale française à Neuilly, un ingénieur Technico-Commercial. Relevant directement du Directeur de la filiale, et après une période de formation dans les usines en Allemagne, il aura pour mission de développer les ventes en France. Il sera conduit à négocier à des niveaux élevés dans tous les milieux de l'industrie mécanique et certaines administrations. La société mise lui apportera, à l'essai, l'assistance technique nécessaire. Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation mécanique (E.N.S.I., I.N.S.A., C.N.A.M., ...) ou de niveau équivalent, âgé de 28 ans minimum, et ayant acquis au moins trois années d'expérience dans une activité technico-commerciale au sein d'une société industrielle. De bonnes connaissances de la langue anglaise et/ou allemande sont nécessaires. Ce poste implique des déplacements de courte durée sur l'ensemble du territoire national ainsi qu'une voiture de fonction sera mise à sa disposition. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 75.000 F et fonction de l'expérience acquise. Des possibilités d'évolution existent à terme. Écrire à Paris. Réf. A/2054M

INSPECTEUR VENTES EXPORT

Les plastiques GROSILLEX, un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques (expansion moyenne 30 % par an) recherchent pour leur Direction Exportation un inspecteur des Ventes. Il aura la responsabilité d'une zone de vente comprenant l'Afrique, le Japon et l'Extrême-Orient, où la société est déjà implantée. Le candidat est composé d'industriels, de grossistes et d'importateurs. Bénéficiant d'une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme défini d'une direction par objectifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans ou moins, de formation commerciale supérieure (E.C. ou équivalent) et ayant acquis 2 années environ d'expérience dans ou pour l'exportation de produits de grande consommation. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Ce poste nécessite une résidence à Oyonnax ou dans la région (80 km Genève — 100 km Lyon — facilités de logement). De fréquents déplacements sont à envisager. Écrire à Paris. Réf. A/2057M

Adresse C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, nous renseignons ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

10 juin 1944 : c'était un samedi, un jour de marché. Mais personne n'a pris pour les Allemands, qui se précipitent par les rues, une pale d'Oradour - sur Glana. C'était une compagnie SS de la division Das Reich. Sous

prétende d'un contrôle d'identité, la population fut réunie puis séparée. Les soldats enfermèrent les femmes et les enfants dans l'église. Les hommes, répartis en plusieurs groupes, furent conduits dans diverses granges et fusillés tandis que le feu était mis à l'église. Au total, six cent quarante-deux victimes, dont deux cent cinquante-deux enfants.

Que peut imaginer celui qui ne sait pas ? Les ruines ne parlent pas. Hier encore, un homme venu du Nord et passant par hasard est arrêté pour voir. A l'entrée du village, les vestiges d'une église sur une bosse d'herbe verte. En contre-bas, trois façades ébréchées. Mouvement historique. Curieux. Ann peut-être regard

M. MARCEL PAUL RÉÉLU
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION
DES DÉPORTÉS-RÉSISTANTS

(De notre correspondant.)

Limoges. — M. Marcel Paul, ancien ministre, a été réélu président de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, qui vient de réunir son dix-huitième congrès national à Limoges. Le professeur Marcel Prenant, qui fut chef d'état-major des F.T.P.P. et déporté à Neuen-gamme, a été élu au comité d'honneur.

De nombreuses interventions ont ainsi mis l'accent sur « la nécessité de la vigilance pour empêcher les résurgences et les survivances du fascisme, dont le récent massacre de Brescia, en Italie, et le putsch au Chili ne constituent que quelques aspects qui ont souligné la reproduction unanime des rescapes des camps hitlériens ».

De notre envoyé spécial

timide par l'ignorance, l'homme questionna le guide. Ainsi a-t-il appris ce que fut, le 10 juin 1944, le martyre d'Oradour, bourg limousin sur les bords de la

[illegible][illegible]

venus d'ailleurs, s'étaient arrêtés à pour attendre, comme bien d'autres, que cette « journée » se termine.

Depuis quatre jours précieusement, c'était le début de la fin. Ralentis dans leur progression par les embuscades multiples des maquisards, les hommes de la Das Reich faisaient route vers la Normandie. Une compagnie passa à Oradour. Quand elle en repartit, la nuit tombée, la bourgade n'était plus qu'un brasier. Femmes et enfants massacrés dans l'église. Hommes fusillés puis brûlés dans les granges.

Comme les autres

Oradour s'est figé, des rives de la Gianne au sommet du plateau, ses ruines témoignent. La rue Emile-Desourteaux serpente et grimpe, bordée de façades noircies, décor ingubre auquel les rails et les fils du vieux tramway de Limoges donnent la pesanteur du réalisme. Ferrailles tordues d'une ancienne véranda, portelles disloquées, volets branlants aux trous béants des fenêtres, pans de murs tendus vers le ciel, tout est

[illegible]

DOMINIQUE BOISCHEN

JUSTICE

L'affaire Geep-Industries devant le tribunal de commerce de Corbeil-Essonne

Une entreprise est morte. Trois ans plus tard, les créanciers — toujours à la recherche d'un arrangement après le rejet d'un concordat qui prévoyait le remboursement de 22 % du montant des créances — s'interrogent sur la responsabilité de banques qui ont longuement soutenu une trésorerie défaillante. Entre temps, les syndicats de la liquidation des biens n'ont pu empêcher le passif de passer de 60 à 110 millions de francs.

[illegible]

Arzel, alors que la société se développait très rapidement (27 millions de francs en 1963, 300 millions en 1964), les dirigeants ont eu recours à des techniques (la vente de participations) qui leur ont permis de doubler en 1968, toutes "valeurs" confondues, le chiffre d'affaires de la société. L'apport aux "Associés" de la C.G.C. de la part de la "Société Générale" a permis d'acquiescer des problèmes de trésorerie, de faire passer la société à un plein bénéfice, et de la faire développer par la C.G.C. (Banque Paribas) qui, mais comme condition de l'opération, a imposé la destruction financière de Geop. L'opération a été menée à bien, les recherches : une petite entreprise indépendante, les pourparlers ont été terminés, et la C.G.C. a été achetée par la France et M. Edmond de Rothschild, Président - Saint-Germain, a été nommé Président de Geop. (voir la page 2).

Le "Journal" et surtout la C.G.C. ont été victimes de la situation économique des problèmes d'homme, de la situation de la France, de la situation internationale. Pourtant, elle est en condition de faire face à la situation internationale. Après l'échec, en son 1968, de la "Société Générale" de Paris et de la "Société Générale" de Paris, la "Société Générale" de Paris a été achetée par la France et M. Edmond de Rothschild, Président - Saint-Germain, a été nommé Président de Geop. (voir la page 2).

des petites entreprises, le pouvoir des banques, mais aussi le prix d'une liquidation, sont ainsi mis à jour par l'action en comblement de passif initiée par les syndicats et certains créanciers de Geop-Industries — société qui fut spécialisée dans la construction de bâtiments scolaires — à la Banque de construction et de travaux publics. Le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes (Essonnes) y a consacré de nombreuses audiences, et dernièrement celle du vendredi 7 juin.

us qu'à signer » et dénoncer les «*anti-Chaïlin*», découvre une nouvelle autre banque, banque, qui a occasionné «*un préjudice considérable aux sous-traitants*». Les syndicats réclament donc que la B.C.T. soit condamnée au comblement du passif de Geop.

Rien moins que 110 millions de francs.

Si elle comprend qu'on vendra « *à faire payer une banque* », la B.C.T. ne s'en défend pas moins vigoureusement.

« Montrer d'avoir été dirigé de fait alors que la banque n'avait aucun administrateur commun avec la B.C.T. », dit-elle.

« Et d'avoir été nommé à aucun siège au conseil d'administration et surtout qu'elle fut inconnue de la banque », dit-elle.

Chassini « la solution C.G.E. », laquelle elle était particulièrement favorable. Quant aux réunions au siège de la banque, elle les juge normales — « *si j'allais discuter du montant des crédits* » comme était normal le contrôle de la banque par son directeur-général de la banque, étant don-

ne l'importance des crédits.

Le tribunal de commerce de Orléans, Besnons, a rendu son verdict le 13 septembre, si la B.C.T. n'a pas encore rendu le sien. Les juges de la B.C.T. ont condamné la Banque Industrielle à verser aux banques — et pas seulement celles qui sont au capital de la B.C.T. — la somme de 10 millions, en l'insinuant de ce qu'elle a *perilisé* mal 1907 à 5/11 est juste fautive. Les juges ont également déclaré que les entreprises dont les fonds de roulement sont insuffisants, ne poursuivra-t-on pas de ces troubles financiers, les entreprises de la B.C.T. et les entreprises des travaux publics — 1/10 en croit le rapport de la B.C.T. — et les entreprises ont un pourcentage de capitaux permanents inférieurs à celui des valeurs immobilières.

C'est grâce aux banques que vivent ces entreprises. Une preuve de plus — s'il en était besoin — que les entreprises industrielles et commerciales sont prisonnières des organismes financiers.

સામાજિક ન્યાય

SERIE 60: **la puissance informatique** **à l'écoute de l'entreprise.**

La Série 60 d'HONEYWELL BULL ouvre l'ère de l'informatique transactionnelle : les systèmes pilotes par les données sont à l'écoute permanente de l'entreprise.

Dans la Série 60, deux nouveaux concepts optimisent le dialogue entreprise-informatique :

- la distribution des fonctions, qui décentralise les tâches au niveau du matériel et du logiciel,
- le décor, qui permet l'adaptation de l'ordinateur aux multiples situations informatiques.

Les systèmes de la Série 60 peuvent donc traiter un plus grand nombre de fonctions spécifiques, et prendre en compte tout besoin particulier de l'entreprise.

La Série 60 comporte dix modèles, répartis en quatre niveaux, permettant la meilleure adaptation des moyens informatiques à tous les types d'entreprises :
- 61/58, 61/60 - 62/40, 62/60 - 64/20, 64/40 - 66/20, 66/40, 66/60, 66/80.

Servie par la technologie la plus avancée, la Série 6U bénéficie de l'environnement GCOS, logiciel mondialement reconnu et apprécié.

La Série 60 est une contribution européenne majeure à l'informatique mondiale



Al-Sayid et al.

Honeywell Bull

Votre partenaire en Informatique

هكذا من العمل



Tiers-Monde Comment faire bénéficier les pays pauvres de l'énorme plus-value de l'or s'il est réévalué ?

Par ANGÉLOS ANGÉLOPOULOS (*)

Bien qu'on ne sache pas encore quand les pays d'Europe vont échanger leur or, pour régler les soldes de leurs balances, sur la base d'un prix dérivé du cours libéré — presque quadruple du cours officiel de 42 dollars l'once — on peut déjà esquisser l'énorme plus-value que représenterait l'évaluation des réserves d'or des banques centrales à un tel taux.

Il s'agit de quelques cent cinquante milliards de dollars pour l'ensemble des pays occidentaux et de deux milliards de dollars (équivalent de milliards de francs) pour la France seule. A supposer que cette réévaluation puisse effectivement avoir lieu dans les écritures des banques centrales — en application de l'accord des Trente et en vertu — à qui devrait aller la plus-value ? Aux seules banques centrales ?

Un enrichissement sans cause à partager entre tous

Pour que cette répartition soit équitable et s'étende à l'ensemble du monde, il faudrait établir un impôt sur le bénéfice, en vertu du principe de la solidarité internationale. Une telle imposition est pleinement justifiée : dans tous les pays, les bénéfices qui proviennent d'un accroissement « automatique » de la valeur de certains éléments de fortune — comme la plus-value de terrains dus à une forte demande de logements, ou à des travaux effectués par les services publics, ou à des opérations d'entreprises privées (goodwill, etc.) — sont taxés lourdement par l'Etat. Par conséquent, ces bénéfices découlent d'un enrichissement de caractère économique et social et ne peuvent être attribués à un effort particulier déployé par la propriétaire de cet élément de fortune.

N'en est-il pas de même dans le cas de la plus-value résultant d'une augmentation du prix de l'or ? Il se trouve que, dans ce cas, c'est l'Etat lui-même qui tend à profiter de ce bénéfice, dans la mesure où il est détenteur des réserves d'or nationales, mais à des facteurs internationaux intéressent l'ensemble du globe. Quel organisme est-ce qui, mieux habilité sur le plan international pour prélever une partie de ce gain qui l'ONG ? Les pays en voie de développement devraient donc demander aux Nations unies d'adopter une résolution selon laquelle une partie de la plus-value — le tiers, par exemple — serait transférée automatiquement à la Banque mondiale pour aider au financement des pays du tiers-monde.

Cette affectation entraînerait un effet anti-inflationniste, alors que, dans le cas d'une réévaluation non contrôlée, le danger des pressions inflationnistes deviendrait grave.

Selon la procédure que nous proposons, chaque pays possédant des réserves d'or serait tenu d'affecter le tiers de la plus-value au financement du développement des pays pauvres, sous forme de biens et de services. Ce financement, d'ordre de 50 milliards de dollars, profiterait donc non seulement aux pays destinataires, mais aussi, comme c'était le cas à l'époque du plan Marshall, aux pays industrialisés donateurs.

Et les 100 milliards restants ? J'estime que la meilleure utilisation en est :

(1) « Le tiers-monde face aux pays riches » (P.E.P.)

J'avais proposé, en novembre 1968, à M. M. Namara, président de la Banque mondiale, que le tiers d'une telle plus-value soit affecté à un fonds spécial destiné à financer, à des conditions de faveur, le développement des pays pauvres. Pour des raisons d'ordre économique, social et moral que j'exposais alors et que j'ai eu l'occasion de développer par la suite (1).

La stabilité du prix de l'or a, en effet, été maintenue plus de trente-cinq ans, au moyen d'accords internationaux. Cela a permis aux banques centrales d'acquiescer à un prix inférieur à celui qui se serait établi si les conditions du marché avaient été les mêmes que pour les autres produits. Par conséquent, le bénéfice qui résulte, aujourd'hui, d'une normalisation du cours officiel de l'or, par accord international, devrait être considéré comme un patrimoine de l'humanité tout entière.

serait sous forme de couverture de dépenses sociales destinées à améliorer le niveau de vie des travailleurs des pays industrialisés. A titre de compensation, notons que le coût du programme social de M. Cisarac d'Estalag a été évalué par ses amis à quelque 12 milliards de francs, alors que les deux tiers de la plus-value des réserves d'or de la Banque du Franc seraient de l'ordre du double : environ 40 milliards.

Que l'emploi du cette plus-value — qui risque, si elle est faite sans précaution, de perturber la demande — doit être entouré de précautions, cela va de soi. Mais le problème de la répartition d'une richesse immobilisée dans les coffres des banques centrales, dans la valeur augmentée jour après jour, ne peut être évité.

Une réévaluation, qui, lorsqu'elle interviendrait, absorberait à l'incorporation des 130 milliards de dollars par les pays riches obliquerait l'opinion publique, surtout celle des nations pauvres. En revanche, l'affectation rationnelle de cette richesse au progrès économique dans le monde entier créerait des conditions favorables à la paix sociale, à l'intérieur même des pays industrialisés.

(*) Professeur d'économie politique.

BRÉSIL Le gouvernement décide d'enrayer la « dénationalisation » de l'économie

Rio de Janeiro. — Le gouvernement Goulart, au cours de ses premiers mois d'existence, a pris une série de mesures d'ordre économique qui pourraient être qualifiées de « nationalisatrices » si elles n'étaient pas imposées, en partie, par la crise du commerce extérieur. Il a immédiatement montré sa préoccupation à l'égard d'une des régions les plus dévalorisées du Brésil, le Nord-Est, en confiant l'organisation de développement régional et en lui consacrant les investissements nationaux plus importants d'emplois que par le passé. Enfin, il a rétabli une certaine vérité dans l'indice des prix, ce qui, au Brésil, est un élément important de justice sociale. Dans la mesure où les augmentations de salaires sont décalées en fonction des coûts officiels du coût de la vie.

Voici longtemps que des inquiétudes sont nées, ici, devant la stagnation de l'industrie privée nationale, de plus en plus

éloignée par les entreprises publiques et les filiales de compagnies étrangères. Toutes les analyses montrent en effet que la production des biens d'équipement et des biens de consommation durables est aujourd'hui dominée par les firmes multinationales, l'Etat étant surtout présent dans les industries de base. Les « entreprises » brésiliennes se trouvent chaque fois plus confiantes au commerce, à la construction civile et aux secteurs les plus traditionnels de l'industrie comme le textile, l'alimentaire, les caoutchoucs.

Dans sa première intervention en conseil des ministres, le président de la République a réaffirmé la nécessité de cette évolution, qui conduirait à une « confrontation directe » entre entreprises d'Etat et firmes étrangères. C'est pourquoi, dès la mise de pied de nouveaux mécanismes financiers, l'Etat a décidé, afin de permettre à la banque d'Etat d'organiser le développement économique de renforcer son appui à l'industrie privée brésilienne.

Contre l'invasion des machines étrangères

Brasilia décide, en outre, d'accroître le rythme des investissements publics dans deux secteurs qui lui paraissent prioritaires : celui des matières premières de base et des fertilisants, celui des biens d'équipement. Cette dernière mesure vise à enrayer la croissance continue des importations de machines étrangères. Jusqu'à présent, de telles importations étaient encouragées, notamment par des exemptions fiscales. Il s'agit, dans l'esprit des autorités, de faciliter l'implantation de firmes étrangères et de doter le Brésil d'une technique généralement supérieure à celle qui est produite sur place. Souvent, d'ailleurs, il n'y avait pas le choix, l'obtention de prêts auprès des organismes de crédit internationaux étant liée à l'achat

d'équipements en provenance des pays fournisseurs.

Aujourd'hui, on constate que l'invasion de machines étrangères à l'extérieur a « inhibé » la production nationale et placé le pays dans une certaine situation de dépendance. En outre, elle a entraîné, en plus de la balance des paiements, une dégradation de la balance des échanges. C'est pourquoi, le gouvernement a décidé de limiter les importations de biens d'équipement, soit le tiers de la valeur des importations prévues. C'est trop, aux yeux du gouvernement ; désormais, les entreprises publiques devront acheter en priorité des machines « made in Brazil ». En outre, les fabricants nationaux seront stimulés par une aide financière de l'Etat.

Aide plus réaliste au Nord-Est

Quant au Nord-Est, il a été, de tout temps, un objet de préoccupation. L'organisme créé pour lutter contre la déshérence, le Celso Furtado, est chargé de son développement, depuis sa création, ces dernières années, d'avoir permis progressivement son essor. Sur ce point, il a reçu des assurances du nouveau gouvernement et le général qui le présidait a été remplacé par un technicien, M. José Lin de Albuquerque, ancien directeur du département national de travaux contre la sécheresse. Le mécanisme des « stimulus » financiers, accordés à l'industrie s'installant dans le Nord-Est, sera géré avec plus de rigueur, surtout en ce qui concerne les bénéfices réalisés par les entreprises de la région.

Il semble que le progrès de la région sera désormais recherché par la croissance de l'agriculture, aidée par celle de l'industrie. C'est un changement important dans la stratégie de développement adoptée. Il avait été déjà amorcé sous l'adminis-

tration antérieure. L'industrialisation avait provoqué, en effet, un certain désenchantement : les sociétés publiques, souvent filiales de compagnies étrangères, qui consentaient à s'installer à Recife ou à Salvador, absorbaient plus de capital que de main-d'œuvre et étaient, en fait, des centres de production d'orientation leur production vers l'extérieur. On a donc constaté que le chemin du développement passait par les campagnes, où vivent encore 55 % des trente-deux millions de Nordestins.

C'est pourquoi, dans un premier temps, 30 % des stimulus financiers destinés à l'industrialisation du Nord-Est ont été transformés en crédits directs à l'agriculture. Avec le programme Proterra, cette fois, c'est le secteur agro-industriel qui va recevoir une impulsion décisive de l'Etat : celui-ci financera, en effet, vingt-deux projets destinés à la transformation de produits « non traditionnels » (café, manioc, fruits tropicaux) et qui procureront vingt-deux

mille emplois, soit près du double des emplois créés depuis 1967 par le centre industriel de Salvador.

Si l'atténuation des disparités régionales fait partie des objectifs permanents de toute politique gouvernementale, la diminution des inégalités sociales l'est tout autant du moins en théorie. Il semblerait que le général Goulart n'ait pas décidé à beaucoup honorer dans ce domaine, puisqu'il avait promis de maintenir le mécanisme actuel de contrôle des salaires et des prix. Mécanisme autoritaire, et d'autant plus injuste que les taux officiels d'inflation, qui conditionnent le hausse du salaire minimum, ont été manipulés ces dernières années de façon erratique.

Retour à la vérité

des indices

Aujourd'hui, l'équipe au pouvoir reconnaît en privé que l'augmentation du coût de la vie n'a pas été l'un des derniers de près de 14 % comme l'avait affirmé le président Médici, mais de 25 % ; et elle a décidé de revenir à la vérité des indices : le ministre des finances, M. Simoes, a confié que la hausse des prix avait été, pendant les quatre premiers mois, de plus de 15 % et il n'est bien gêné, contrairement à son prédécesseur, de faire un quelconque pronostic sur le chiffre qui sera atteint à la fin de l'année.

Le salaire minimum, qui concorde environ 80 % des travailleurs brésiliens, devrait donc être calculé en 1975 de façon plus substantielle. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé que son application serait désormais contrôlée, par le SNI, c'est-à-dire par les services militaires d'intervention, qui sont chargés de la lutte contre le « subversion ». L'opération aurait pour avantage, dans le cas de Brasília, de rendre le SNI moins impopulaire, d'atténuer quelque peu le caractère exclusivement policier qui lui avait donné, jusqu'à 15 mars dernier, le général Figueiredo, jusqu'à l'embourgeoisement à Liébano.

En deux mots et demi, les remises en ordre et les remises en cause n'ont donc pas manqué. Les publicités brésiliennes ont donné aux affaires de dilapidation de fonds publics ou de corruption administrative qui ont mené au jour, par exemple, dans l'administration de Brasília ou dans la gestion de certains organismes de prévoyance sociale. A la fin mai, c'est la « dénationalisation », le processus de l'« américanisation », qui était critiqué, dans un document rendu public, par des techniciens du ministère du Travail. On sait que des œuvres de prestige, comme la « périmétrie nationale (réaffectation des installations) » seront délaissées au profit de travaux jugés plus utiles, comme la modernisation des chemins de fer. Il y a tout lieu de penser que les « corrections » et les « ajustements » ne s'arrêteront pas là.

CHARLES VANHECKE.

Bobigny
une nouvelle ville
à 2km de la capitale.

Perfectionnement des dirigeants et cadres supérieurs

Calendrier des prochains stages

GESTION-DIRECTION
GD 129 du 17 juin au 18 juillet
GD 130 du 16 sept. au 9 oct.
GD 131 du 7 au 30 octobre
GD 132 du 23 oct. au 22 nov.

EVALUATION D'ENTREPRISE
EVA 16 du 14 au 18 octobre

STEGE
La STEGE est un département du CDD

Chambre de Commerce et d'Industrie de PARIS.
16, rue Chateaubriand - 75006 PARIS - Tél. 720.92.00

(PUBLICITE)

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Textiles « SONITEX »
4/6, rue Patrice-Lumumba. — ALGER

AVIS DE PROROGATION DE DELAI

Les entreprises intéressées par l'avis d'appel d'offres international concernant :

- l'équipement d'une unité comprenant Filature et Tissage pour la fabrication de tissu type « bleu de travail - blue-jean » ;
- l'équipement d'une unité comprenant tissage de couvertures et finissage de tissu type « bleu de travail - blue-jean » ;

sont informées que la date de remise des offres est prorogée jusqu'au 1^{er} août 1974 ou lieu du 1^{er} juin 1974.

De la rapidité du diagnostic dépend la bonne santé de l'entreprise

Consultez exclusivement et immédiatement ou en votre entreprise, et avoir la possibilité d'un diagnostic rapide et précis.

Cette analyse rapide et efficace, OBO, systématiquement simple vous la permettra.

Adaptée particulièrement aux petites et moyennes entreprises, OBO, complétable par ordinateur, est un jeu de bons santé et de prospérité commerciale.

Boite de demande de documentation à découper et renvoyer

Nom, Prénom, Adresse, Ville, Code postal, Téléphone

OBO, 5, rue de Valenciennes, PARIS 9^e - Tél. : 578.25.06 et 25.50

(PUBLICITE)

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère des Travaux Publics et de la Construction

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
pour la fourniture d'équipements de laboratoires

La Direction de l'Administration Générale du Ministère des Travaux Publics et de la Construction lance un appel d'offres international en vue de la fourniture de matériel pour l'équipement des laboratoires cités ci-après de l'Ecole d'Ingénieurs des Travaux Publics et des centres de Formation Professionnelle des Travaux Publics et de la Construction :

- Laboratoires de physique-chimie
- Laboratoires de métallurgie
- Laboratoire de mécanique des sols
- Laboratoire d'hydrologie
- Matériel d'ateliers
- Produits chimiques.

Les entreprises désireuses de soumissionner au présent appel d'offres pourront consulter ou retirer les dossiers au plus tard le 26 mai 1974 auprès de la Sous-Direction du Budget et Comptabilité et des Marchés - Ministère des Travaux Publics et de la Construction, 135, rue Didouche Mourad, ALGER.

Les offres devront parvenir à l'adresse ci-dessus ou plus tard le lundi 8 juillet 1974, à 16 heures.

مكتبة العمل

BELGIQUE

L'ACCORD ENTRE LES COOPÉRATIVES ET CARREFOUR

Une politique commerciale peut-elle vraiment prendre la défense des consommateurs ?

En prenant une participation dans le capital de Distrin (filiale du groupe Franprix Carrefour et du groupe belge Delhaize-Le Lion) qui exploite deux hypermarchés (et bientôt quatre) en Belgique sous l'enseigne Carrefour, les mouvements coopératifs belges (chrétiens et socialistes) ont signé avec leurs partenaires capitalistes un « protocole » sur la politique commerciale en faveur des consommateurs (« le Monde » du 19 mars).

C'est un texte ambitieux et exigeant que les partenaires de Distrin ont adopté : exigent pour eux-mêmes et pour la direction des « Carrefour » belges, mais exigeants aussi pour les industriels fournisseurs des produits mis en vente. Les principaux engagements portent sur les prix, qui devront être « le plus juste » ; sur la qualité des produits ; des analyses seront régulièrement confiées à des laboratoires indépendants, confiées à des vérificateurs, par les producteurs, des normes de qualité ; sur l'information systématique (étiquetage, composition, quantité, modes d'emploi, précautions à prendre, durée de conservation) complétés par des informations affichées dans le magasin ; sur la publicité qui devra être « honnête et sincère » ; « Au besoin Distrin apportera ses compléments d'information ou les corrigera qu'elle jugerait utiles pour les consommateurs. »

Le texte, ambitieux et dense, doit-il être considéré comme un élément de la politique commerciale d'un groupe dont l'entreprise est d'écouter son chiffre d'affaires ? Comme une collection de vœux pieux estimables mais sans portée réelle pour la protection du consommateur ? Ou enfin comme une tentative sérieuse, bien qu'ambiguë, de mettre la puissance de persuasion du commerce du côté du consommateur ?

Un point un étiquetage informatif pour des produits commercialisés sous une marque de distribution et non sous un autre marque est déjà ardu : La Migron, en Suisse, y est parvenue, mais son chiffre d'affaires représente le quart du commerce alimentaire suisse. Mais lui faire changer son étiquetage habituel sans qu'il soit obligé par loi semble assez stupide, surtout quand on ne représente qu'un chiffre d'affaires inférieur à 300 millions de francs français. A moins, bien sûr, que d'autres entreprises de distribution insistent dans le même sens auprès des fabricants. C'est pourquoi être prochainement le cas : M. Maurice Cauwe, président de la première entreprise commerciale belge (7 % des ventes au détail en Belgique), le groupe GB-Inno-Bon Marché a présenté, lors de la récente assemblée générale de la société, un programme en ce sens.

Crédibilité

et image de marque

C'est que le défense des consommateurs commence à être perçue par les distributeurs comme un élément essentiel de la politique commerciale. Des groupes comme le FNAC en France ou le Migron en Suisse ont depuis longtemps démontré la rentabilité de telles actions : la crédibilité et l'image de marque qu'elles confèrent pourraient difficilement être obtenues autrement par des campagnes publicitaires à l'extrême.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi les coopératives, qui sont par nature des organisations de défense des consommateurs, ont attendu pour lancer un tel programme d'être associées avec des firmes capitalistes. Il est vrai que le mouvement coopératif a, pour assurer sa survie, procédé, depuis quelques années, dans le plus grand pays capitalistes, à de sévères restructurations : l'évolution des méthodes commerciales et la concurrence le contraignent à rationaliser ses gestions ; on ne peut pas tout faire à la fois. Il est étonnant donc que les coopératives de consommation aient été attendues le moment où leurs concurrents capitalistes ont découvert l'efficacité de cette arme nouvelle.

JOSÉ DOYÈRE.

Des points de friction ?

On peut supposer cependant que les points de friction ne manquent pas entre la direction commerciale du groupe et les tenants de sa politique « consommateur ». En matière de prix, tout d'abord, la politique spécifique des grandes surfaces, qui consiste à « casser » spectaculairement les prix de quelques articles, tout en pratiquant des marges beaucoup plus larges sur le reste des références (1) est-elle compatible avec le « juste prix » ?

D'autre part, l'information commerciale — le rôle, qui incite le consommateur à acheter toujours plus, quels que soient ses besoins — sans sans aucun doute difficile harmoniser avec la politique de large information préconisée par cet accord. Tant que la politique interne de défense des consommateurs ne risque de remettre en cause ni la politique commerciale fondamentale ni la rentabilité globale du groupe, les contradictions seront de moindre poids à surmonter, même si l'on décide, comme il en est question, de supprimer les rayons de labeur et de réorganiser au nom de la logique et de la rigueur.

On peut se demander également comment les industriels prendront les rectifications de leurs publicités par les hypermarchés. Plus difficiles à réaliser seront les objectifs qui dépendent des industriels : fournisseurs, et ceci d'autant plus que Carrefour vend des produits de grandes marques nationales. Obtenir d'un industriel qu'il mette

(PUBLI-CITE)

LES PRESTATAIRES DE SERVICES

du secteur privé par N. CLAROS

Pour la première fois, une étude est exclusivement consacrée aux aspects juridiques, économiques, fiscaux et sociaux de cette catégorie professionnelle et en expose les problèmes spécifiques.

Préface de M. RICHARD COHEN, Président de l'Union des Prestataires de Services de la C.G.P.M.E. et de la Chambre Syndicale Nationale du Commerce et de l'Industrie de l'Automobile.

En vente au prix de 12 F ou 14,90 F francs, aux Editions des UNACS 1200 JOURGUES - C.C.P. MARSEILLE 6-582-01.

UN CONCOURS

réservé aux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÂGÉS DE 21 À 24 ANS

INSPECTEURS

DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Remplacements et interruptions :
centre avec curriculum vitae détaillé au
SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT
2, rue Edmond-VII, PARIS (9^e).
Les dossiers d'inscription devront être constitués
avant le 30 septembre 1974.

dicoguide de la formation

Le guide complet et à jour
sur les organismes de formation
publiques et privés, secteur et régime,
1.500 organismes classés de
façon thématique, 700 p., 100 F T.T.C.

EDITIONS D'ORGANISATION et
FORMATION
32, r. Courbevoie, 75016 PARIS

HONGRIE

Ministre de l'industrie légère

Mme Keserü exhorte les entreprises françaises à être plus actives sur le marché de son pays

Une quinzaine hongroise vient d'ouvrir lieu, à Strasbourg, inaugurée par Mme Jeanne Keserü, ministre de l'Industrie légère de Hongrie. Responsable d'un secteur économique en plein développement, Mme Keserü souligne l'importance de l'intensité d'un renforcement des échanges économiques en plein développement, compte tenu des besoins de modernisation de son pays. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont actuellement réglementés par un accord signé le 5 janvier 1970, et qui expire le 31 décembre 1974. Les exportations françaises vers la Hongrie se sont élevées en 1973 à 428 millions de francs (468 millions en 1972 et 158 millions en 1969), tandis que les importations hongroises atteignent 506 millions de francs (523 millions en 1972 et 150 millions en 1969). Le déficit commercial de la Hongrie s'est donc élevé en 1973 à 130 millions de francs contre 208 millions il y a deux ans.

« Comme tous les pays socialistes, la Hongrie connaît une croissance de ses échanges avec les nations occidentales. Votre pays est par ailleurs membre du C.E.M.E., avec lesquels nous avons des rapports étroits, nous sommes, l'ouverture vers l'Ouest et l'intégration socialiste ? »

« La planification des échanges commerciaux donne une place prépondérante, mais pas exclusive, à nos rapports avec les pays socialistes, membres du C.E.M.E., avec lesquels nous avons des rapports étroits sur la division internationale du travail. Mais dans

le cadre d'une planification nationale, les entreprises industrielles et commerciales travaillent sur la base de considérations économiques, c'est-à-dire qu'elles prennent leurs décisions afin de réaliser leurs bénéfices. Cette autonomie des entreprises prévaut aussi dans leurs relations économiques extérieures. »

« Les décisions, tant au niveau des exportations que des importations, dépendent des conditions concurrentielles que nos partenaires peuvent nous offrir. La stabilité des rapports entre les entreprises — sur la base de contrats à long terme — joue un rôle important. Ainsi nos partenaires occidentaux peuvent occuper, et occupent en fait, une place importante dans nos achats et dans nos ventes s'ils présentent des conditions avantageuses. »

« Au cours de la prochaine d'adhésion de la Hongrie au G.A.T.T., les parties contractantes nous ont demandé et nos relations économiques avec les pays socialistes s'empêchent pas l'augmentation désirée du chiffre d'affaires avec les pays membres du G.A.T.T. Après un examen approfondi, il a été constaté que ces rapports traditionnels et leurs aspects spécifiques ne freinent pas le développement des relations commerciales et l'élargissement de la coopération avec les parties contractantes du G.A.T.T. »

« De même le processus d'intégration socialiste n'est pas exclusif. Dans l'industrie légère, il n'est pas question de bâtir un système autarcique, alors que nous adhérons aux pays capitalistes les trois quarts de nos matières premières et la moitié de nos machines. »

Pas assez d'efforts de promotion

« Le développement de ces relations commerciales a justifié comme conséquence d'entraîner un déficit de la balance hongroise. Il en résulte des échanges entre nos pays et la France. »

« Nous ne sommes pas partisans d'un équilibre rigide dans nos échanges avec la France. Nous souhaitons voir croître les exportations et les importations tout en maintenant une certaine tendance à l'équilibre. »

« Il y a certains progrès dans nos rapports de coopération. Mais, comme il a été souligné lors de la dernière session de la commission mixte de coopération, au mois de février, les résultats obtenus ne correspondent pas encore aux possibilités réelles qu'offre le développement industriel et économique de nos deux pays. »

« De la part des autorités des deux pays, une base plus solide a été créée pour la coopération industrielle et commerciale par un nouvel accord décennal qui a été paraphé il y a quelques semaines. Mais cet accord doit être rempli d'un contenu réel qui peut être uniquement le fruit des efforts des entreprises avec l'appui certain des autorités. »

« Que pensez-vous des entreprises françaises ? »

Un marché possible

« Et la France ? »

« Les industries et commerçants français ne sont pas assez actifs ; ils ne font pas preuve d'assez de dynamisme, quoique, dans les derniers temps, un certain revirement de cette tendance a été remarqué par nous. Sur les quatre-vingt projets de coopération, dont un dixième concerne l'industrie légère, notamment le textile, l'habillement et la chaussure, je n'ai reçu que quelques propositions d'un pays comme la France, qui est notre quatrième partenaire commercial derrière la République fédérale allemande, l'Italie et l'Autriche. »

« A Strasbourg, j'ai d'ailleurs été soumise de signaux aux industriels français, les possibilités réelles de coopération avec la Hongrie, dans le domaine de l'industrie légère, notamment les possibilités de ventes d'équipements français

pour la modernisation de cette industrie. Je souhaite, et c'est d'ailleurs l'avis de notre gouvernement, que l'industrie française participe d'une manière plus active au niveau de la coopération. »

« Actuellement, l'industrie légère hongroise, qui emploie un demi-million de personnes, soit 30 % de la population active industrielle, représente un dixième du produit national brut. Or, il faut continuellement le moderniser tant pour faire face à une pléthore de machines-outils hongroises. Enfin, bénéficiant d'une meilleure connaissance de la langue, les Allemands multiplient les initiatives, tel l'octroi de bourses aux techniciens hongrois. »

Propos recueillis par
MICHEL BOYER.

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Nous nous téléphonons vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : sans vos téléphones. Tout compris, 40 mots pour l'échange des 10 : 6 à 8 F. U.S.A. : 19 F. JAPON : 24 F. etc.

étrane
SERVICE TÉLÉX
245/102 - 346/039
15, rue Hector Malot, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires.
48, rue de Miromesnil (metro "Miromesnil" à 50 m)

1400 m² de bureaux neufs à louer.
divisibles à partir de 100 m².

HERRING DAW 63, rue Pierre Charbon • 75008 PARIS • tél. : 256.11.10

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

La presse

L'élève ouvre l'école sur la vie, sur le monde moderne. C'est une nécessité reconnue par tous — y compris par les ministères de l'Éducation nationale. Mais, enseignement, répétition, est trop resté sur le passé. Or, on trouve un reflet plus fidèle du monde contemporain que dans la presse, avec ses diversités ? Paradoxalement pourtant, en dépit de l'avalanche d'informations qui les entourent, les jeunes lisent peu la presse. Ils la connaissent mal et ne sont guère préparés à utiliser les connaissances qu'elle peut apporter, ni à la lire avec le sens critique indispensable.

L'école peut être un lieu privilégié de formation à la lecture du journal. Et les possibilités d'études sont multiples. Il convient tout d'abord de distinguer deux aspects de l'utilisation de la presse écrite en classe. Le journal peut être un prétexte à l'analyse pédagogique, permettant

notamment d'actualiser les connaissances, de mieux comprendre les phénomènes sociaux et de rendre l'enseignement plus vivant. Cette conception vaut pour toutes les disciplines : histoire, géographie, instruction civique, économie, lettres, sciences naturelles, langues vivantes. Elle permet aussi un développement des disciplines plurielles : plusieurs spécialités — peuvent collaborer pour étudier divers aspects d'une même question.

Malgré la presse est aussi, en elle-même, un objet d'étude. On peut, à l'école, instruire les jeunes sur l'information, sur les différentes formes de presse, sur le travail et le rôle du journaliste (par la visite, notamment, d'entreprises de presse et l'organisation de débats avec des journalistes). Des analyses de presse méthodiques permettent d'entreprendre une étude comparative des journaux (comparaison des titres, de la mise

en pages, des illustrations, de la publicité, place donnée à un même événement, différence, de rédaction).

Pourtant, l'introduction de la presse dans les établissements scolaires est encore très limitée. Une circulaire de décembre 1969 établissant le statut des foyers socio-éducatifs prévoit que « sous le contrôle de l'enseignant directeur du foyer et après accord de la commission permanente, les élèves pourront disposer, dans les locaux affectés à leur association, de tous les moyens modernes d'information ». Une autre circulaire du 28 avril 1970 complète ces textes, faisant preuve de libérales intentions : « Le vie scolaire, prédictif, ne doit pas se limiter à isoler les lycéens de la société dans laquelle ils sont appelés à vivre, mais leur permettre progressivement la recherche de l'information objective et la prati-

que de la tolérance, conditions nécessaires à l'éducation du citoyen ». Cette information leur est donnée par l'intermédiaire de l'association socio-éducative groupant les élèves de l'établissement. Mais du journal en classe, on ne parle guère officiellement. Sinon à propos de deux initiatives de l'éducation nationale.

Depuis trois ans, en collaboration avec l'O.R.T.F. et la presse régionale, l'Office français des techniques modernes d'éducation a lancé une « opération multimédia », intitulée « la Presse face à l'avenir ». Cette opération, conduite de façon très décentralisée — ce qui est une petite révolution dans l'éducation nationale — concerne actuellement sept académies : Clermont-Ferrand, Bordeaux, Aix-Marseille, Nice, Strasbourg, Lyon et Grenoble. Elle est destinée aux élèves des deux dernières années de l'enseignement pri-

Initiation au monde contemporain LE JOURNAL DANS LA CLASSE

Au lycée pilote de Toulouse-Bellevue (Haute-Garonne), la presse fait partie de la vie quotidienne des élèves, que ce soit au foyer socio-éducatif ou dans les classes. Dès 1967, en effet, un professeur, M. Roger Ferra, commença à utiliser la presse en classe terminale, dans le cadre des programmes d'histoire, géographie et instruction civique. En 1971, cette expérience était étendue à une dizaine d'autres établissements de la région. En 1973, cette expérience était étendue à une dizaine d'autres établissements, notamment à l'Albi (Tarn), Valence (Drôme), Nantes (Loire-Atlantique), Bois-Colombes (Haut-de-Seine) et au lycée Henri-IV, à Paris.

La méthode élaborée à Toulouse a servi de modèle. Depuis le début de l'expérience, le foyer socio-éducatif et du club Unesco, d'un côté, et les journaux représentant la plupart des courants de pensée (8 quotidiens nationaux, 28 hebdomadaires régionaux, 18 mensuels, 8 revues étrangères en français et 7 titres étrangers de langues anglaise, allemande, espagnole et russe). Chaque semaine, une équipe d'élèves les utilise pour réaliser un panneau d'affichage sur le thème d'actualité de son choix. Un club de lecture accueille, en outre, nombre de lecteurs assidus.

L'introduction de la presse en classe s'est faite, dans ce cas, de façon progressive.

Toulouse, dans une seconde étape. Outre les visites de journaux régionaux, la méthode comporte trois exercices principaux :

- LE COMPTE RENDU D'ACTUALITÉ est fait par un élève ou une équipe, à partir d'un article dont ils s'engagent à résumer les grandes idées. Un débat, souvent polémique, s'engage ensuite dans la classe. Le professeur permet aux élèves d'acquiescer à l'expression, à « lire entre les lignes », développant ainsi un certain sens critique. Parfois ils font appel à des spécialistes d'autres disciplines pour traduire, par exemple, un article de presse étrangère ou préciser certains points (économiques ou scientifiques notamment).

● LE DOSSIER DE PRESSE regroupe les principaux articles d'un journal concernant un thème ou des thèmes complémentaires. Ainsi, un dossier a été réalisé sur la situation économique, politique de la République fédérale allemande avec des articles sur la division, le régime, le fédéralisme, le régime parlementaire et les partis politiques. Chaque élève doit pouvoir disposer d'un exemplaire du dossier. A Toulouse, l'utilisation d'un matériel électronique permet de reproduire — après accord de la direction du journal concerné — les articles tels qu'ils ont été imprimés, pour une somme relativement modeste.

● LA REVUE DE PRESSE suppose de disposer d'un large éventail de journaux de toutes tendances, puisquelle a pour objectif d'analyser un événement important de l'actualité à travers l'ensemble de la presse. Un tel travail — qui se présente sous la forme d'un petit dossier regroupant tous les articles rela-

tifs au thème choisi — permet aux élèves d'acquiescer des connaissances, mais aussi, par l'étude comparative des différents journaux d'apprendre à lire la presse avec un esprit critique. C'est notamment en cela que l'utilisation de la presse dans l'enseignement permet de « former le jeune sans le déformer », note

engagées les équipes participant à l'expérience. — Les journaux sont bien souvent rassemblés dans une classe d'histoire et de géographie.

Une nouvelle phase d'expérimentation, commandée cette année, consiste à faire réaliser un journal par les élèves. Travail de documentation, de reportages,



(Dessin de CHENEZ.)

M. Ferra dans la tâche de travail qu'il a établie pour un numéro du bulletin interne de la section des sciences humaines et économiques de l'U.N.E.S.C.O. de l'enseignement de la recherche est décrite avec précision.

Les établissements ne disposent pas pour payer leurs abonnements que d'une subvention du foyer socio-éducatif. Celle-ci étant bien souvent insuffisante, une cotisation est généralement demandée aux élèves, de l'ordre de 2 à 5 F, selon les établissements. A Toulouse, la cotisation n'est élevée que de quelques sous. Les établissements attendent que tous ces établissements disposent d'une véritable salle de lecture — comme s'y sont

une école vivante



examens d'entrée
27 JUIN
3 et 10 JUILLET

Hérez-vous de vous inscrire
ou demandez une documentation
à notre "Service Examens"
(Boulevard de la République)

usd soufflot
Un enseignement "sur mesure"
Des méthodes dynamiques
L'école la plus appréciée
Des enseignants
Dévoués et expérimentés

Préparation : B.T.S.
(Banque, Travaux
Scientifiques Européens etc...)

École des
Secrétaires de
Direction
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75004 PARIS
Tél. 326 42 47

nom
prénom
cours
niveau études

COLLÈGE SAINTE-BARBE

Établissement d'Enseignement Privé fondé en 1850
Prin du Pantéon - 4, rue Valérie - 75005 PARIS - Odéon 43-87

Jeunes Gens et Jeunes Filles
Internat (Gargonne)

Toutes les Classes Secondaires
Préparation au Concours

HEC - Sciences politiques - École Nationale Vétérinaire

École de Commerce et d'Administration
Épreuves d'Admission : Juin et Septembre

Cours de Vacances
Toutes les classes secondaires
du 19 août au 14 septembre 1974

ÉCOLE de DIRECTION
d'ENTREPRISES
établissement privé

Jeunes Gens, Jeunes Filles
● Marketing Informatique et Gestion
● Comptable, commerciale ou hôtelière
● Collaborateurs de direction
DIPLOMES D'ÉTAT

Documentation gratuite
M. BERNARD GRANJEAN
reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement:
130, rue de Clignancourt - 75018 Paris - 252-27-27 - Proximité du périphérique

LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
DE SECRÉTIARIAT
121, rue de Lille, 75009 PARIS
Tél. 501-28-28

● PRÉPARATIONS :
- au Brevet de Technicien Supérieur de Secrétaires ;
- au Secrétariat de Direction ;
- au Secrétariat Trilingue ;
- aux Diplômes de Commerce étrangers.

● SÉCURITÉ SOCIALE :
régime « Étudiants ».

● ADMISSION :
Baccalauréat ou équivalent,
ou diplôme, examen d'entrée
pour les élèves sortant de l'école.

PROCHAINS ÉPREUVES :
28 juin-9 juillet.

● SECTION PRÉPARATOIRE
pour les élèves sortant de
classes de première,
inscriptions pour les épreuves
à l'école.

12 F. Bayard-Presse, 12, rue Bayard, 75008 Paris, 2ème éd. 1974.

LA PRESSE A L'ÉCOLE ? - LES 10 % A RUELLE, par l'Association Presse-Information-Jeunesse.

En fait, les lycéens et les journalistes, ce livre relate une expérience exceptionnelle d'entrée de la presse au lycée. Pendant une semaine vingt journalistes ont participé à une session sur l'information organisée par l'APIJ au lycée de Rueil-Malmaison, à l'occasion des 10 % alloués pour des activités originales. En pratique, sous la plume de Jacques Sauvageot, directeur administratif du « Monde », la presse fait une proposition aux pouvoirs publics. Il est possible, explique celui-ci, d'assurer aux établissements scolaires des abonnements à un, deux ou plusieurs titres, dans des quantités variables et d'envisager une facturation globale par l'intermédiaire des sociétés de messageries ou d'un groupement d'intérêt économique.

En recherche, et s'il l'inspire, demande-t-il, (...) de soumettre à une part même minime de l'immense budget de l'éducation nationale soit affectée à l'acquisition (...) des moyens d'information ? La presse propose une action concrète, elle souhaite des réalisations rapides et concrètes.

● Editions du Cerf, coll. « Attention école », 14 F.

● LA PRESSE ÉCRITE ET AUDIOVISUELLE, de Roland Cayrol. Presses universitaires de France. Collection « Thémis ».

● LE POUVOIR D'INFORMER, de Jean-Louis Servet-Schneider. Ed. Laffont.

● LA PRESSE DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE, de Bernard Voyenne. Ed. Colin.

● LA PRESSE, de Pierre Albert, P.U.F. Collection « Que sais-je ? ».

● Une revue PRESSE-ACTUALITÉ publie régulièrement des informations sur la presse et des grilles d'analyse. Ed. Bayard-Presse.

Une science nouvelle : La Self-Création

SURMONTANT MÉTHODIQUEMENT TOUTES LES DIFFICULTÉS SCOLAIRES

Méthode unique au monde
Préparation de tous les classes jusqu'au Baccalauréat.

Assurés : ● La réussite scolaire ;
● Rattrapage sans tricherie ;
● Développement de toutes les facultés : attention, mémoire, esprit, compréhension, rigueur ;
● Développement de la personnalité.

PENSION - ORAND AIR - FORET - SPORTS - VIE DE FAMILLE
SELF-CREATION INSTITUTE, 30-41, rue de Paris, 95100 TAVENNY
Tél. : 940-18-45, 940-18-46, 940-18-25 (aux rendez-vous)
OUVRE TOUTE L'ANNÉE - COURSE DE VACANCES
DOCUMENTATION SUR DEMANDE

صبراً من الامتحان

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI » de Rainer Werner Fassbinder

Trente ans à peine, et on se dit, en regardant ce film, que c'est déjà un grand cinéaste. L'activité de Rainer Werner Fassbinder paraît d'autant plus prodigieuse qu'il est en même temps auteur et metteur en scène de théâtre (il lui arrive d'ailleurs d'utiliser à l'écran le sujet de certaines de ses pièces). Moins romantique que Kluge, moins « baroque » que Syberberg, moins « rigoureux » que Fassbinder, il se laisse tenter par les genres les plus divers : du western-spaghetti à l'allemande (la très médiocre *Whity*, présentée au Festival de Berlin, en 1971) au mélodrame bourgeois (l'excellent *Merchand des quatre saisons*, en passant par le huis clos psychologique (les *Larmes embrasées* de Peter von Kant, que l'on peut voir encore actuellement à Paris), Fassbinder donne l'impression de tâtonner, de se chercher. Mais il est, à coup sûr, l'un des plus doués parmi les jeunes réalisateurs allemands.

Dans *Tous les autres s'appellent Ali* (du titre de la critique du Festival de Cannes), Fassbinder raconte les drames amoureux (et la mort) d'une femme de trente ans et d'un travailleur marocain qui pourrait être son fils. Ce qui suit, par-delà l'âge et l'origine sociale (la femme est de condition modeste, mais c'est une bourgeoise), ces deux êtres se dissimulent en deux hommes, se déguisent, se démentent, se démentent. Tous deux ont des exils (celui de la vieillesse pour la femme, celui d'une existence socialement hostile pour le travailleur immigré) qui retrouvent l'un près de l'autre une gentillesse, une chaleur humaine qu'ils avaient oubliées.

À ce premier thème — périlleux, mais traité avec un tact et une sensibilité remarquables — un second vient rapidement se mêler : celui du racisme. On imagine le scandale que provoqua l'histoire d'un mariage entre une jeune femme et un jeune homme de couleur. Elle fait front courageusement, accepta sans se plaindre les rigors, les humiliations.

Les mesquineries, une sorte d'innocence l'illuminent. Qu'il porte la sottise des autres, puisqu'il est heureux ? La Marquise, lui, a l'habitude. Et s'il d'instinct, c'est pour cette même épouse à laquelle l'attachement une réelle affection.

Les choses vont pourtant se gâter. Alors qu'on commence à admettre, des tensions appartenant à l'intérieur du couple. Besois sensuel de la femme, qui, à propos de broutilles (une histoire de couscous), prend conscience qu'elle vit avec un « étranger ». Après les avoir un moment rapprochés, les tensions obscures du racisme éloignent progressivement l'un de l'autre les deux époux. Le miracle ne pouvait être que provisoire, et la réconciliation sur quel d'échec la fin n'est sans doute qu'un nouveau vers.

Fassbinder enchaine les temps forts et les scènes-clés du film sans se soucier des transitions. Cela donne à son récit un aspect rigoureux, classique, qui devient gênant quand la situation se retourne et qu'il lui faut exprimer la mutation psychologique des personnages. Mais l'on accepte ce parti pris de construction, on ne peut qu'admirer la sobriété de la touche avec laquelle l'auteur décrit la rencontre, l'humilité du bonheur et les incertitudes de ses deux laïques. De cette histoire insolite naît une vibration dramatique qui en fait oublier les faiblesses. Tous les autres s'appellent Ali est un film qui mérite d'être vu par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du cinéma allemand.

JEAN DE BARONCELLI

★ Studio Gitz-Clax.

« A film about Jimi Hendrix »

Il dévorait la vie et la créait tout à la fois, avec une volonté rigoureuse, sauvage, de liberté et des cris d'épouvante, refusant la solitude, cherchant l'impossible communication et se tournant vers ses rêves, brûlant et se consumant, défiant la mort et prenant le risque avec elle, un soir du septembre 1970.

Jimi Hendrix avait vingt-cinq ans. « J'ai ma propre vie à vivre, mes propres rêves », chantait dans *Machine Gun*.

Voici qu'aujourd'hui les images familières de Jimi Hendrix resurgissent grâce à Joe Boyd, John Head et Gary Wels dans un long montage rassemblant documents et témoignages.

Vallo sur la scène de Monterey, de Woodstock, du Fillmore East, de Berkeley et de l'île de Wight, le « numéro de sacrifice à la guitare », selon l'expression d'Eric Clapton. Hendrix faisait jaillir de son instrument mille crépitements, une orage de sons, se déchaînant, prenant possession de la guitare dans un véritable acte charnel, le choquant, le mordant, se tenant, se cognant avec elle tout contre l'amplificateur et puis la jetant violemment sur le sol, le brisant et y mettant le feu.

Parfois, dit un ancien membre du son, entouré, il dormait sur l'habitillé avec sa guitare sur la ventre. « Et Dick Cavett, l'animateur de la télé-

vision américaine qui lui demanda d'expliquer son attitude scénique, il répondit : « Une décharge ! ».

Revenant alors en mémoire d'autres scènes comme celle où il fuyait en larmes dans les coulisses un jour où le communication entre la guitare et lui n'avait pas été suffisamment intense. Et cette autre scène où après être resté comme prostré pendant une heure, il s'élevait soudain enflé libéré dans une folle improvisation.

« J'essaie de plonger », dit encore Jimi Hendrix à Cavett qui lui demandait s'il avait un programme pour chaque jour. Et la musique joue *Purple Haze*, *Wild Thing*, *Machine Gun*, *Liza*, *Rocking Stone*, *The ever spangled banner* et à la guitare s'achève *How my trials come*.

Et l'acte du festival de Wight en 1970 revient. « Paix, joie ou tout le bordel », lance Jimi Hendrix.

CLAUDE FLEUTER.

★ Action-Christie et Action-République.

La révolution doit s'arrêter à la perfection du boujour. Saint-Denis

1789

un film

du théâtre du soleil réalisé par ariane mnouchkine

QUINTETTE 14 JUILLET - JEAN-RENOIR

Danse

« MON ŒIL »

À quoi tiennent les mutations en mollière d'art ? À quel cheminement, à quel rapprochement ? Est-ce le fait d'une réflexion, d'un hasard, d'une rencontre ? Il doit y avoir un peu de tout cela dans le cas des Mummenschanz, deux garçons, une fille, deux Suisses, une Italienne. Vetus du cabaret, du théâtre, de l'académie de peinture, leurs routes se sont croisées à Paris d'abord chez Lecoq et puis à Avignon au Festival. Ensemble, ils ont monté un spectacle. Et ce a été le choc : Prague, Rome, New-York, Berlin, Londres ou petit Old Vic et aujourd'hui le Carré Thénier.

Une révélation, c'est vrai, un regard neuf qui se souvient et qui présente, narquoise et redoublant et embrasse d'un coup d'œil les sources et les bouches du mimé. Le grand écart et le grand tourment, le moment et l'endroit où l'on passe d'un mode d'expression à un

autre, où l'imitation devient image. Une impression de totale étrange, sur tout au début, au cours de la première partie, celle des formes. Les formes empruntées par la vie depuis le pléistocène jusqu'à l'homme, l'illustration humoristique de la théorie de l'évolution.

La danse c'est une énigme et mouvement bouillonné de l'imitation par quoi ? par quel ? par les « entités » sans doute, on le sait, on l'oublie. Et l'on rit, un rire curieux, grinçant, inquiet de ces êtres bizarres, longs tubes, oculaires, molles tortues montées sur ventouses, osseux, potelés, repêlés, anthropiques, sans queue ni tête, sans devant ni derrière, effrayants et grotesques, jolis d'un dessin humoristique à la rencontre d'une sculpture cinétique.

Et puis c'est la comédie humaine. Trois biodes, piécés et même nus, en collants et habits noirs, avec en guise de figures des bouillottes, des cubes, des bacs, des perles, des hublots. Jeu de masques et jeu de masques, masques eux-mêmes masqués par d'autres masques en matière latée à modeler vers des figures souples, malléables, que l'on étire et l'on tresse d'un doigt halluciné.

Dimanche à la télévision — elle les avait invités à « Disco-mano » — Denise Glaser demandait, de son air rêveur, aux Mummenschanz le pourquoi et le comment de leur démarche. Ils ont répondu : carnaval, comic-strip, Bouhous, sketch, ce soit-les-encombre. On n'écouterait pas, on scrutait leurs visages dévolés. On se sentait gêné, honteux, nu comme eux.

CLAUDE SARRAUT.

★ A. Mon œil, a. Carré Thénier, 20 h.

"C'EST POUR ÇA QUE JE VOYAGE PAR TWA"

M. Albert Barraud est le Président-Directeur Général du groupe D.B.A. dont les relations s'étendent au monde entier.

Nous avons assez souvent le plaisir de l'accueillir sur nos lignes vers le Moyen et l'Extrême Orient comme sur nos vols Paris-New York.

M. Barraud nous fait confiance. Il sait que sur nos lignes, il trouve un service soigné, courtois presque amical.

De plus, avec nous, il peut non seulement traverser l'Atlantique mais aussi poursuivre son voyage sur notre réseau intérieur vers 35 villes importantes des Etats Unis. Ces correspondances à New York sont encore facilitées par notre aéroport Flight Wing One réservée exclusivement à nos passagers.

"Les formalités de douane sont très vite accomplies dans l'aéroport TWA et c'est très appréciable à l'arrivée à New York" dit M. Barraud. M. Barraud apprécie aussi le personnel TWA : "Vraiment, j'ai toujours trouvé le personnel à bord très gentil, très prévenant et prêt à faire le maximum".

Il trouve aussi que les repas et boissons servis à bord sont excellents. Leur choix

varié est d'autant plus agréable au cours d'un long trajet.

Le Service Ambassador TWA a été conçu pour plaire aux voyageurs expérimentés comme M. Barraud.

C'est ainsi qu'il leur offre plus de confort pour le même prix et prend bien soin d'eux pour tous les détails qui finalement constituent la réussite d'un voyage.

Si vous n'avez pas encore voyagé par TWA, vous devriez essayer.

Voyez votre agent de voyages. Et à nous de faire de notre mieux pour que vous reveniez vers nous très souvent. Comme M. Barraud.



LES VOLS TWA S'EFFECTUENT A PARTIR DE L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE		
QUOTIDIEN	DEPART	ARRIVEE
NEW YORK	12.00	14.55
WASHINGTON	12.00	17.38
BOSTON	11.55	14.40
CHICAGO	12.45	15.59
LOS ANGELES	10.55	16.05
SAN FRANCISCO	10.55	18.40

PLUS 34 VILLES AMERICAINES EN CORRESPONDANCES SUR LE RESEAU INTERIEUR TWA.



Le Monde

Servir des Abonnements

1, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 1097-83

ABONNEMENTS

3 mois 4 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - F.O.M.
et COMMANDE (sans l'Algérie)

30 F 120 F 170 F 250 F

TOUT PAYS ETANGERS

PAR VOIE NORMALE

180 F 240 F 360 F 540 F

RECEVABLES
par mandats

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
17 F 130 F 190 F 280 F

II. - PAYS-BAS
(montre 100, 200, 300, 400 F)

III. - SUISSE
34 F 170 F 250 F 360 F

IV. - SUISSE
30 F 120 F 170 F 250 F

Par voie aérienne
additionnelle

Les abonnés qui paient par
chèque postal (titre de crédit)
doivent leur chèque à l'adresse
Changement d'adresse dé-
clarer au préalable à leur
service de presse. Les abon-
nements en plus : les abonnés
sont invités à déclarer à leur
service de presse le jour de leur
abonnement de leur adresse
d'envoi et de leur adresse de
réception pour leur service
de courrier d'urgence.

2010 par le S.A.R.L. Le Monde
Général :
Jacques Barrot, Directeur de la publication.
Jacques Barrot.

Imprimé par :
S.A. Le Monde
4, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 10

Reproduction interdite de tout
texte, sans autorisation de l'éditeur.

emploi international



Recrute :

TECHNICIENS

Titulaires du B.T. ou B.T.S. dans les spécialités suivantes :

- Chimie
- Métallurgie
- Électromécanique

Offre :

- Postes à responsabilités
- Situation stable et d'avenir
- Salaire intéressant
- Nombreux avantages sociaux
- Possibilités de formation.

Exige :

- Solide expérience
- Sens du commandement

Ecrire à

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDERURGIE

Division Emploi et Formation,
Service Emploi, Nouvelles Baroques,
Le Paradou - HYDRA (ALGER).



The European Southern Observatory (ESO)

International Organization for Astronomical Research in the Southern Hemisphere (I.A.R.S.H.) in Chile and several Observatories in Chile and Europe (Hamburg and Geneva). (Info applications for the following vacant posts :

In Geneva :

OPTICAL DESIGNER (Ref. TP-02-27)
to work on the correction and detailed design of a wide range of optical systems for astronomical telescopes auxiliary instrumentation and test equipment. Candidates should have some practical experience in optical design, preferably in industry. University qualifications in physics or mathematics at a university level are essential.

ELECTRONICS ENGINEER

(graduate) (Ref. TP-05-12)
to participate in the design development and construction of the electronic control and data acquisition parts of astronomical instruments. Candidates should have experience in the design and construction of analog circuitry and preferably with light sensing devices and television for low light levels. Some knowledge of digital electronics and small computers is also required. Occasional periods of work will have to be spent at the observatory in Chile.

In Hamburg

PERSONNEL OFFICER (Ref. TP-06-01)

to take part in all aspects of personnel administration and management for the international staff of the Organization, including recruitment, job-classification and salary administration, and eventually for local personnel in Chile if specified.

A university degree in business administration or management, etc., with formal training and substantial experience in personnel management is required.

Our Organization offers first class social and financial conditions and the opportunity to work in an international atmosphere.

For an application form please write to :
HEAD OF PERSONNEL
EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY
D-205 HAMBURG 90
BERGDOERFER STRASSE 131.

Please note, however, that recruitment is in principle limited to European countries (members states : Belgium, Denmark, Federal Republic of Germany, France, the Netherlands and Sweden).

Photo: Lohr & Co.



Recherche :

INGÉNIEURS

Diplômés des Arts et Métiers ou équivalent dans les spécialités suivantes :

- Électromécanique
- Chimie
- Métallurgie
- Soudure

Offre :

- Postes à responsabilités
- Situation stable et d'avenir
- Nombreux avantages sociaux
- Possibilités de formation.

Exige :

- Solide expérience
- Sens du commandement.

Ecrire à

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDERURGIE

Division Emploi et Formation,
Nouvelles Baroques,
Le Paradou - HYDRA (ALGER).

Pour sa filiale de
CASABLANCA (Maroc)
Importante Société Française
de Charpente-Chaudronnerie
recherche

INGÉNIEUR

(A.M., I.C.A.M. ou ASSIMILÉ)

pour poste de

CHEF DE FABRICATION

Références exigées :

- établissement et contrôle de plans d'exécution ;
- exécution au atelier de :
 - charpentes classiques treillis ;
 - charpentes lourdes avec treillis ou commerce ou reconstruction ;
 - charpentes planes ou cintrées avec assemblages par soudures automatiques ou semi-automatiques (à l'arc ou à l'électrode) ;
 - préparation, bureau des méthodes, tenue des plannings ;
 - gestion du personnel d'exécution (150 personnes).

Il s'agit d'un poste de responsabilité sous la seule autorité du Directeur.

Récompensation en fonction des références.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. et références à :
n° 6420 Publications Industrielles, 112, bd Voltaire,
75011 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
D'INDUSTRIES ALIMENTAIRES
recherche pour
L'AFRIQUE NOIRE DE L'OUEST

COMPTABLE

diplômé B.T.A. ou D.E.C.F.

ayant bonne pratique professionnelle

et la comptabilité industrielle

CHEF COMPTABLE

connaissant parfaitement la comptabilité

industrielle générale et spécialisée

Ecrire avec curriculum vitae et photo à :

Brasseries et Glacières de l'Indochine

35, rue du Général-Poy, - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

Division Zaïre

recrute pour l'une des premières sociétés minières et métallurgiques du monde (30.000 agents), établie en République du Zaïre (région du Shaba),

Ingénieurs

(diplômés grandes écoles ou ENSI)

à qui sont destinés quelques postes de haut niveau, assortis de très intéressantes conditions matérielles et offrant un large champ de responsabilités et d'initiatives au sein d'une entreprise en constante expansion.

Ingénieur électricien (Ref. EC/9011)

dont l'activité, au titre d'adjoint au chef du service des études électriques, se partagera entre chantiers de montage et bureau d'études. Il est indispensable qu'il possède de 5 à 10 ans de pratique de l'électricité sur chantiers industriels ou en bureau d'études.

Ingénieur électromécanicien

(Ref. KMI/14010)

pour prendre en charge la division électromécanique d'un important siège d'exploitation minière souterraine. En l'occurrence : a) service mécanique (atelier d'entretien, garage, atelier de chaudronnerie, service de bruts ferroviaires, entretien des installations mécaniques du fond) ; b) service électrique (entretien et montage de tout le matériel électrique fond et surface - réseau de 110.000/6.600 V) ; c) bureau de dessin ; d) service maçonnerie et entretien général ; e) supervision des magasins d'approvisionnement. Le candidat retenu devra nécessairement avoir acquis une expérience d'au moins 5 années dans un important service d'entretien et de montages électromécaniques. Il sera en outre familiarisé avec des tâches administratives telles que la budgétisation et la planification PERT, par exemple.

Ingénieur électromécanicien

ou **mécanicien** (Ref. AO/2200)

pour assurer la gestion du matériel mobile d'un grand centre d'exploitation minière (détermination du roulement optimum des sous-ensembles, établissement au suivi des programmes de rénovation des ensembles mécaniques et électriques, politique d'approvisionnement en pièces de rechange) - études technico-économiques, budgets d'investissements et de fonctionnement.

Cet emploi est réservé à un ingénieur possédant au moins de 5 à 8 ans d'expérience dans l'industrie lourde, dont une partie en bureau d'étude. Il devra justifier de fortes compétences techniques en mécanique et en électricité générale. De bonnes connaissances pratiques des techniques d'organisation d'atelier ainsi que des notions des techniques comptables et financières sont également nécessaires.

Ingénieur informaticien

(Ref. APP/1301)

qui sera chargé d'analyses et études diverses dans le domaine de la gestion des approvisionnements. Outre sa formation universitaire de base, il devra posséder un diplôme complémentaire en informatique ou, à défaut, bénéficier d'un acquis professionnel de 2/3 ans dans cette branche.

Ingénieur mécanicien (Ref. AO/3150)

pour assurer, au sens large, la direction d'un vaste atelier électromécanique chargé de la révision des ensembles et moteurs Diesel (y compris bureaux de planning et de préparation du travail, approvisionnement, programmes de formation, etc.) Il devra bénéficier d'une expérience correspondante de 5 ans au moins, acquise dans un atelier de fabrication ou de révision de matériel mécanique, et qui lui aura notamment donné une connaissance parfaite des procédures de montage et de réparation des moteurs Diesel. La pratique des techniques d'organisation du travail et de formation du personnel sera considérée comme un atout supplémentaire.

Ingénieur métallurgiste (Ref. RE/2020)

capable de mener à bien études et travaux de recherches en hydrometallurgie, ainsi que la conduite des essais en laboratoires, en usine-pilote et en exploitation proprement dite, suivant un axe de recherche donné. Il est indispensable qu'il possède de 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un laboratoire universitaire ou dans l'industrie ; une connaissance approfondie de la langue anglaise, ainsi que des notions suffisantes d'informatique et de microéconomie.

Ingénieur mécanicien

ou **métallurgiste** (Ref. EC/5020)

pour réaliser toutes études industrielles entrant dans le cadre de l'élaboration d'usines de traitement métallurgique et de l'équipement de mines souterraines. Il doit posséder une expérience professionnelle de quelques années, acquise initialement sur chantiers ou dans un service d'entretien et complétée ensuite par des activités en bureau d'études. Une formation complémentaire en gestion industrielle et de bonnes connaissances d'anglais sont vivement souhaitées.

Ingénieur de planning (Ref. EC/1030)

auquel pourront être confiés l'établissement des budgets, les contrôles budgétaires et la planification (PERT) liés à la réalisation des travaux neufs de la Société. Il est nécessaire que cet ingénieur ait reçu une formation complémentaire en gestion industrielle ou équivalente, suivie de quelques années d'expérience de chantier et/ou de gestion de projets industriels. Qu'il ait aussi, si possible, une connaissance valable de la langue anglaise et de bonnes notions de la recherche opérationnelle.

Les offres de service accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et mentionnant le numéro de référence propre à l'emploi postulé, sont à présenter à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS - Division Zaïre, n° 31, rue de Marek à B.1000 - Bruxelles.
Le plus grande discrétion et une réponse rapide sont garanties à chaque candidat.



LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présentera chaque lundi cette nouvelle rubrique, dans ses pages d'annonces.

Cette classification permettra aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	6,00 6,00
REPRESENTAT.	27,00 31,52
Offres	19,00 14,81
Offres d'Emploi	27,00 31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00 40,86

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne La ligne T.S.
Achet - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00 70,05
CAPITAUX	21,00 24,51
OCCASIONS	21,00 24,51



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous recherchons un **responsable des relations du travail**

pour notre unité de Produits Chimiques, située à BOLLÈS (Pyr.)

Il agira en liaison avec la Direction administrative du siège social et sera directement rattaché au Directeur de l'usine.

Ses attributions principales s'articuleront sur les points suivants :

- Relations du Travail (rapports avec les représentants du Personnel, l'Inspection du Travail, etc...)
- Gestion du Personnel ;
- Recrutement des employés et agents de maîtrise ;
- Formation du personnel.

De postes concrets, il aura particulièrement à un ancien officier ayant une expérience d'administration et de gestion, ou bien à un juriste (capitaine) ayant une expérience de ces fonctions.

Si vous êtes intéressés, adressez curriculum vitae détaillé et lettre manuscrite à M. Jean ARRIET, Delta Postal n° 145 - 75002 Paris Cedex 14 - Référence n° 7, qui transmettra.

AUDIT CABINET INTERNATIONAL

recherche

JEUNES DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES ou équivalent

Vous offrons une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires, travail sur des cas et stages à l'étranger.

Régulier : la notation est certifiée du D.E.C.S. ou équivalent, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae détaillé (à préférence avec 3 photos) à :

Compex & L'étranger
42, rue de la Bourse - 75002 Paris



emplois internationaux emplois internationaux

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

recherche

a) **POUR SON SERVICE DE L'APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL**

à GENEVE

DEUX ANALYSTES JURIDIQUES

pouvant rédiger l'un en français l'autre en anglais

Les titulaires devront constamment examiner les rapports des gouvernements sur les conventions et les recommandations internationales du travail et préparer des analyses comparatives de la législation des divers États et des dispositions des conventions.

Les candidats doivent faire état d'un diplôme de droit et de préférence d'une expérience professionnelle de plusieurs années. Une parfaite maîtrise de la première langue du travail est exigée, ainsi qu'une bonne connaissance de la seconde.

Outre les postes disponibles, plusieurs candidatures pourront être retenues pour des postes ultérieurs.

Les candidats choisis par le Comité de Sélection seront appelés à subir un examen écrit.

b) **POUR SON SERVICE DES NORMES ET DES PRINCIPES DE GESTION DU PERSONNEL :**

UN JEUNE SPÉCIALISTE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

LE TRAITEMENT ET LES ALLOCATIONS POUR CES POSTES SONT EXEMPTÉS D'IMPÔTS. Les candidats sont priés d'arriver, avant le 20 juin 1974, au curriculum vitae au :

Bureau International du Travail
205, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS

Une description des tâches complètes, les conditions d'engagement, leur sera envoyée avec la formule de candidature.

Prière de ne pas se présenter au téléphone.

administration and finance assistant

La prospective minière ne connaît pas de frontières.

Nous sommes une société française : nous inspirons partout dans le monde nos équipes de recherche.

Nos chefs de projet, à l'étranger, attendent de leur assistant administratif et financier, leur collaborateur direct sur place, une bonne maîtrise :

- de la gestion financière de leur importante budget de recherche (comptabilité et fiscalité) incluant la réalisation d'études économiques (projets d'investissement) ;
- de la mise en place de structures juridiques impliquant la négociation d'accords (une expérience du droit anglo-saxon serait un atout) ;
- de l'administration courante des moyens mis en œuvre (matériel et humain) nécessitant de fréquents contacts avec les autorités locales.

Nous cherchons pour assurer ces fonctions des hommes ayant le goût du travail en équipe et sur le terrain, une expérience d'adaptation à des conditions de travail et de gestion en rapport avec leur âge (moins de 35 ans), 10 bacheliers d'importantes universités : universitaires et privés (haute école, licence, diplôme, etc.) en comptabilité, gestion financière, droit, etc.

Si vous parlez anglais couramment et si ces perspectives vous intéressent, envoyez votre référence 107, à EUREQUIP qui est chargé de la sélection des candidats.

EUREQUIP
40, av. de la République - 75116 Paris
14, bd Duguesclin, 13001 Marseille

Groupe Multinational

recherche

Pour ses filiales du **SUD-EST ASIATIQUE**

CADRES DÉBUTANTS

- Formation commerciale supérieure préférence E.S.C.P. ;
- Célibataires ;
- Anglais lu et parlé.

Env. curriculum vitae et photo, n° 3281, CONTINEX Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-2, qui transmettra.

Nous recherchons des techniciens expérimentés pour la fabrication de produits de sucre en Asie.

CHIEF D'USINE

Parvenir à l'industrialisation des produits de sucre en Asie.

RESPONSABLE FABRIQUE

Industrie de sucre en Asie.

Env. C.V. et photo, n° 458, L'ÉTOURDÉ, 5, rue Piquet (92)

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

ÉTABLISSEMENT DE VERNON

DESSINATEURS D'ÉTUDES 2 OU PROJÉTEURS

- Niveau B.T.S. bureau d'études ;
- bonnes connaissances en mécanique générale, montage en ensemble outillage de grande précision.

PROFIL DESIÉ :

- mécanique de précision ;
- dimensionnement, tolérances ;
- chaînes de montage ;
- construction des bases de plans ;
- normalisation ;
- maintenance des machines ;
- connaissance des matériaux.

Adresser curriculum vitae et photographies à : S.E.P., Service des Ressources, 113, bd Viala, 27207 VERNON

Importante Société de Tuyauterie Industrielle

recherche

INGÉNIEUR

Pour assurer la Direction de son établissement du Midi

Outre la charge d'un atelier de fabrication (tuyauterie, chaudronnerie, charpente - 30 personnes) et de divers chantiers de montage (200 personnes), la poste comporte la responsabilité de l'animation d'une équipe commerciale.

- C.A. de l'unité : environ 20 millions ;
- Responsabilité de plusieurs années d'un poste similaire indispensable.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photographies à : S.E.P., Service des Ressources, 113, bd Viala, 27207 VERNON, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ REGION BASSE-NORMANDIE

(effectif 1000 personnes)

UN CADRE ATTACHÉ (E)

Direction des Relations Sociales

28 ans minimum, niveau licence en Droit ou équivalent, ayant les relations humaines et ayant expérience et connaissance de la législation sociale, pour assurer la Direction des Relations Sociales dans les domaines :

- du recrutement et de l'administration du personnel ;
- de la formation ;
- de la communication dans l'entreprise.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo et photographies) seront traités confidentiellement au :

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANCRP
service M.870, 10 rue de la Paix, 75002 Paris

LORRAINE

IMPT ORGANISME PUBLIC

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Niveau T.P., I.N.S.A. ou équivalent

Avant déjà et possible deux ans d'expérience en matière d'études de circulation en milieu urbain.

Deux postes de JEUNES INGÉNIEURS de l'établissement (études, présentation matérielle de la circulation d'expérimentation et des transports urbains).

La durée avant des qualités de contact et une bonne expérience (au moins 2 ans) en matière de présentation matérielle de la circulation d'expérimentation et des transports urbains.

Adresser C.V. détaillé et photo, n° 12137, 30, rue Montparnasse, Paris (16).

ADJOINT INFORMATIQUE

DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Une grande coopérative de l'Ouest en constante expansion, aux activités très diversifiées, recherche un informaticien de formation supérieure ayant de bonnes connaissances en gestion.

Ce poste permet une qualité de vie exceptionnelle et d'ouvrir sur d'intéressantes perspectives d'avenir. La rémunération ne sera pas inférieure à 80.000 F.

25, rue Marbut - 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 405 M.

صكناش الامل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE

Pilote français de l'une des premières entreprises du monde dans la fabrication et la vente d'ordinateurs recherche un

SPECIALISTE FONCTION PERSONNEL

Il devra assurer :

- Le recrutement et la sélection de Personnel (Ingénieurs de ventes, de maintenance, Spécialistes Software...).
- Être prêt à assurer dans un proche avenir d'autres responsabilités relatives à cette fonction.
- Coordonner les :
- Une expérience dans le recrutement et les entretiens d'embauche.
- Une formation universitaire, de préférence en psychologie industrielle.
- Une réelle capacité à travailler d'une manière autonome, tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe.
- Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Digital offre toutes les prestations d'une entreprise internationale en croissance très rapide.

Adressez votre C.V. détaillé avec photo et rémunération souhaitée sous référence ORN1 au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Sile - Cides L. 225
94533 Rungis Tél. : 687.23.33
Direction d'honneur assurée.

digital

serete/aménagement

Société de promotion de centres commerciaux en forme expansion, chargé en particulier de la réalisation de Forum des Illies, recherche

INGENIEUR ECP-ETP-AM
2 ans d'expérience minimum

MISSIONS :

- étude des contraintes techniques de différents types de commerce (grandes, moyennes et petites surfaces)
- liaison avec architectes et BET responsables de l'opération
- coordination technique et suivi d'exécution.
- 30 ans minimum
- expérience bâtiment exigée
- connaissances générales T.C.E.
- goût des contacts humains
- sens de la négociation.

Le rémunérateur de l'ordre de 80 000 F. sera fonction de l'expérience apportée par le candidat.

Démission possible pour candidat de valeur.

Adressez C.V. détaillé, photo et présent. sous référence DGM à

SERETE AMENAGEMENT
Société de Personnel - 65, rue le Boétie
75008 PARIS.

Participez à la formidable croissance du secteur des mini-ordinateurs P.D.P. CA 1971 146 M \$ - CA 1972 188 M \$ - CA 1973 266 M \$

- Vous vendez ou vous voulez vendre des mini-ordinateurs dans le secteur industriel.
- Vous êtes dynamique, imaginatif et méthodique.
- Vous êtes prêt à répondre à 90 % des questions techniques de vos clients.
- Vous êtes diplômé d'études supérieures, de préférence en informatique ou électronique.
- Vous parlez l'anglais couramment.
- Vous êtes l'un des :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

que nous recherchons. Lors de nos entretiens, seront mis à l'épreuve : votre réelle connaissance du hardware, votre expérience logiciels, votre volonté de réussir, votre capacité pour les contacts humains, la prospection et la vente.

Adressez votre C.V. détaillé sous référence I.A.4 au Responsable du Personnel

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Sile - Cides L. 225
94533 Rungis Tél. : 687.23.33
Direction d'honneur assurée.

digital

SESA

Software and Engineering de Systèmes d'Informatique et d'Automatique

recherche :

Ingénieur Temps réel POUR ACTIVITES Formation 12 ans d'expérience

Il aura :

1. - Organiser et animer des stages de formation en langage assemblage et Fortran Temps réel. Définition du contenu, organisation pédagogique du stage, animation audiovisuelle et rédaction du cours.
2. - Créer et maintenir une documentation technique constructeur.

Ces activités impliquent :

- Une formation Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire.
- Une expérience technique de 12 ans du Système Temps réel.
- Des qualités de contact et d'animation.

Lieu de travail : PARIS.
Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 93800 PUTEAUX.

Proche Benlieux Nord Est

Le filaire français d'un puissant groupe américain de produits chimiques, recherche un :

CONTROLEUR FINANCIER

(dépendant du Directeur Général)

Missions :

- Responsable des services de comptabilité générale et analytique, il est particulièrement chargé :
- de la coordination et de la préparation des budgets annuels
- de la détermination des besoins de cash-flow et du contrôle de la trésorerie à court terme ;
- d'établir et de l'interprétation des rapports mensuels de gestion ;
- des études de rentabilité des produits.

Ce poste correspond à un homme possédant une formation comptable supérieure à minimum D.E.C. ayant acquis une expérience d'au moins 4 ans dans la fonction financière. Il doit maîtriser les notions de gestion, d'investissement et avoir de bonnes connaissances en anglais.

Il est offert un salaire de rémunération intéressant qui sera à négocier en fonction de l'expérience et des capacités du candidat.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre motivation, photo et rémunération souhaitée sous référence M.C.E. à : 128 M.A.1.

C.E.I. Associés
Management Consultants
42, rue la Solle - 92110 Nanterre
75008 - Paris Cedex 08

LEADER EUROPEEN DANS NOTRE DOMAINE

nous recherchons

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL FRANCE

- assurer l'action des Délégués Commerciaux chargés du développement de nos produits dans leurs secteurs ;
- participer à leur travail de promotion dans certaines zones sensibles ;
- renforcer la position de notre Société auprès des prospects importants.

Portez votre Carte sous l'autorité directe du Chef des Ventes

Profil du poste :

- destiné à un homme jeune, ayant une expérience de la vente acquise dans un secteur similaire ;
- habilité des contacts à tous niveaux du Secteur Construction (Architectes, Maîtres d'œuvre, Bureau d'études, Entrepreneurs et Artisans, etc.) ;
- être grande mobilité permettant des déplacements constants dans toute la France (notre collaborateur sera un homme de terrain) ;
- excellente présentation, personnalité, dynamisme et ambition.

Qualification :

- formation commerciale complète avec formation commerciale complémentaire souhaitable.
- être selon valeur candidat + commission véhicule Société et frais.

Env. lettre de candidature + curriculum vitae et photo réç. 30, rue de la République - Direction Générale Recrutement, VELUX FRANCE S.A.

21, rue de la République - 91400 MORANGIS.

Dans le cadre du développement de notre Service Audit,

nous recherchons un

AUDITEUR

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce et/ou Expert Comptable, vous êtes déjà familier des techniques de l'Audit ou de la Révision Comptable. Vous pourriez élargir cette expérience au sein de notre Société qui vous demande d'être aussi un

HOMME DE CONSEIL

La connaissance de l'anglais est un facteur indispensable de réussite, de façon à pouvoir collaborer étroitement avec les Services correspondants de la Direction de notre Groupe à LONDRES, dans le cadre de la coordination de l'Audit au niveau international.

Merci de nous envoyer votre candidature avec C.V. sous référence C 30 à :

PANK XEROX F. ESCOFFIER
Service C.R.I.
Boite postale 53
93602 AULNAY-SOUS-BOIS

COMPAGNIE D'ASSURANCES Groupe Privé

recherche

ANALYSTE FONCTIONNEL

Pour cette fonction, il convient de posséder une expérience certaine de l'analyse fonctionnelle et d'organiser ainsi qu'un Directeur Supérieur (Licence, maîtrise, etc.). Le candidat choisi sera chargé de la rédaction d'un cahier des charges, de la définition du système à réaliser ainsi que de l'implémentation des données nécessaires à l'analyse.

La connaissance des logiciels « Assurance » serait un atout supplémentaire et devrait permettre une évolution rapide vers le poste de Chef de Projet.

Masthead utilisé ERM 379/245 (06/73).

Faire acte de candidature sous la référence 1.944 M à Jean PORRACCEA.



"CARRIÈRES INFORMATIQUE"

régulation ingénieur

destiné à promouvoir le vente d'équipements de régulation et mesure dans diverses branches industrielles.

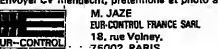
- formation d'ingénieur électro-mécanicien ;
- expérience technico-commerciale dans le secteur instrumentation - ventes ;
- anglais courant ;
- goût des contacts avec clientèle et intégration à une équipe active.

Nous offrons :

- une formation complémentaire ;
- une rémunération élevée liée aux résultats ;
- une situation stable.

Envoyer CV manuscrit, préférences et photo à :

M. JAZE
EUR-CONTROL FRANCE SARL
18, rue Volney,
75002 PARIS



IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION D'APPAREILS DE MESURES, PARIS (13^e)

Recherche pour le développement de son Service R&D :

JEUNE INGÉNIEUR

Le préférence sera donnée à CANDIDAT ayant expérience dans l'instrumentation ANALOGIQUE et/ou DIGITALE. DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS

ADRESSEZ PHOTO, C.V. et prétentions à A.O.I.F. Boite postale 50, PARIS (13^e)

Important Groupe Privé d'Assurances

recherche pour son Département Organisation et Informatique (ISA 370-145, DCS-VS, T.P.)

JEUNE ANALYSTE

Résumé :

- formation scientifique supérieure plus une première exp. de l'informatique.

Sélectif :

- Formation complémentaire en gestion.

Env. C.V. détaillé et prêt sous réf. 222. à

OP Organisation et publicité

2, rue de la République - 91400 MORANGIS

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL DE TOUT PREMIER PLAN

recherche pour ses

Départements de Fabrication

ingénieurs grandes écoles

ayant une expérience de 5 à 8 ans dans les domaines de la fabrication mécanique (usinage ou montage) susceptibles d'occuper rapidement des postes d'avenir en région parisienne ou en province.

D'autres indéniables capacités dans les domaines techniques, organisation, gestion, les candidats devront avoir le goût et la pratique des relations humaines.

Adressez C.V. à Monsieur ESO.

EMPLOIS & CARRIÈRES

30 rue Vernier 75008 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL

recherche

BIOCHIMISTE

pour introduire et développer en FRANCE et BELGIQUE

la commercialisation des

ANALYSEURS CLINIQUES AUTOMATIQUES

sous les hôpitaux, cliniques, administrations, laboratoires.

basé dans le SECTEUR PARISIENNE, le candidat devra pouvoir effectuer de nombreux déplacements et agir avec le maximum d'autonomie.

Une formation supérieure (Ingénieur ou Docteur) et la connaissance de l'ANGLAIS lu et parlé sont nécessaires.

L'expérience de la vente notamment dans le domaine de l'analyse clinique serait appréciée.

Formation complémentaire aux Etats-Unis.

Recevoir C.V. en prélevant salaire actuel sous référence 6345 à

OP Organisation et publicité

2, rue de la République - 91400 MORANGIS

Mettre en œuvre les sociétés spécialisées dans le recrutement ou dans les études humaines.

radar géant

recherche

dans le cadre de son EXPANSION en FRANCE et à l'ÉTRANGER

CHEFS DE DÉPARTEMENT STAGIAIRES

en vue d'effectuer lors de l'OUVERTURE DE NOUVELLES UNITÉS

opérations formation et intégration

- Épicerie - Liquides.
- Bozar.
- Textile.
- Comptabilité.

EXPÉRIENCE CONFIRMÉE EN HYPERMARCHÉ PUNCH COMMERCIAL

Mettez avec curriculum vitae détaillé, prétentions, téléphone, photo (récente), sous référence A.B.

Service Recrutement

radar

11, avenue de la Division-Lectre, 92230 Clichy.

Stricte discrétion

Banque Populaire

recherche

dans le cadre de l'évolution dynamique de sa structure

EXPLOITANTS Cl. IV et V

pour assurer les fonctions de :

DIRECTEURS D'AGENCES et SOUS-DIRECTEURS

Nous offrons une formation permanente particulièrement adaptée aux exigences des entreprises et ouverte de larges perspectives de carrière.



Ces postes sont à pourvoir d'ici décembre 1974. Nous vous invitons à nous adresser votre candidature, accompagnée de votre curriculum vitae, sous référence A.B., à la Banque Populaire de France, Direction du Recrutement, 212, rue de la République, 92230 Clichy, qui transmettra votre candidature en toute discrétion.

Tout nous ouvre pour une première entretiens à Tours ou à Paris.

etap

aujourd'hui
le numéro 500
du NOUVEL
observateur

BRIDGE CAP
vous fait retrouver
votre chevelure naturelle

Le complexe de la calvitie frappe suffisamment d'hommes pour que des spécialistes se soient efforcés de découvrir le meilleur moyen de redonner des cheveux à ceux qui n'en ont plus.

BRIDGE CAP n'est ni un postiche, ni une implantation : BRIDGE CAP entièrement réalisé à la main sur mesure s'intègre à vos cheveux, d'une façon parfaite et invisible. Vous pouvez dormir, nager, vous laver les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourront vous gêner. Si vous désirez retrouver votre jeunesse, votre chevelure d'autant, BRIDGE CAP apporte la solution et ainsi, finis les complexes. Nous ne sommes pas les moins chers, car nous avons choisi la qualité, jusqu'à la perfection.

**INSTITUT
BRIDGE CAP
INTERNATIONAL**

AIX-EN-PROVENCE - 13100, 1, rue Lapierre	(91) 28.37.01
ANGERS - 49000, 15, Bd Foch	(41) 88.57.03
BORDEAUX - 33000, 26, C. Chap. Rouge	(56) 48.57.44
CLERMONT FD - 63000, 27, rue Blatin	(73) 93.18.34
DIJON - 21000, 15, rue du Château	(80) 32.97.57
MARSEILLE - 13001, 54, rue de Rome	(91) 33.21.80
MONTPELLIER - 34000, 11, Bd Sarrail	(67) 72.61.56
NANTES - 44000, 11, rue Boileau	(40) 71.74.55
NICE - 06000, 12, rue de France	(93) 87.11.18
RENNES - 35000, 25, rue de la Monnaie	(99) 30.16.88
TOURS - 37000, 22, rue Victor Lejoux	(47) 20.33.60

Ouvert du lundi au vendredi 11h - 20h. Samedi 9h - 13h.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

Le Salon de Toussus-le-Noble

L'aviation de tourisme et d'affaires est devenue une activité adulte

Le Salon international de l'aviation générale, dixième du nom, a quitté l'aérodrome de Cannes pour celui de Toussus-le-Noble, dans les Yvelines, où il est organisé depuis le 6 juin et jusqu'au 18 juin. Ce Salon semblait s'adresser à Cannes, où les industriels ont été d'habitude de voir que la société du Midi se situait guère les avions.

En pleine expansion, l'industrie de l'aviation a vu l'utilisation. Parmi ces avions, ceux de la famille Jodel (Jody et Delamont) se distinguent très rapidement par leur qualité de vol. Leur licence de construction fut acquise par plusieurs sociétés, Jodel n'étant en fait qu'un bureau d'études sans moyen de production de série. A partir de 1960, une première mutation se fit chez ces constructeurs, qui, devant le succès de leurs productions, passant lentement du stade artisanal à celui de l'industrie. Beaucoup de ces constructeurs disparaurent au cours de cette mutation : finalement, seules les sociétés Centre-Est Aéronautique (devenue Avions Pierre Robin) et Wassmer contribuèrent à produire en série des avions et des planeurs, tout en développant leur infrastructure industrielle et leur organisation commerciale. Actuellement, en plus de ces deux constructeurs, plusieurs petites sociétés entretiennent un bureau d'études mais ont une production d'avions limitée. Une mention particulière doit être faite pour la CAAP (Avions A. Mudy) plus spécialisée dans l'étude des avions de volage aérien (entraînement et compétition) qu'elle produit en petite série.

Une véritable industrie

En on peu moins de quinze ans, trois mille avions, bi, tri ou quadriplaces, généralement construits en bois, ont été produits à des cadences de dix à quinze unités par mois. Actuellement, ce matériel évolue, se construit en grande partie au métal et au plastique, les performances et qualités de vol se sont améliorées, ce qui fait que les avions sont devenus plus rapides mais également plus fiables et plus sûrs. En même temps, l'industrie des équipements se penche sur la création de matériels mieux adaptés, aux possibilités plus étendues, permettant le voyage aérien.

Evidemment, cette évolution fit ressentir également chez les constructeurs plus importants. Un nouvel élan, dans la grande industrie, fut donné avec le lancement de la famille « Rallye », dont la construction en série, dans l'usine de Turbotom, ne passa successivement sous le contrôle de Morane-Saulnier, de Potez, puis de la SCOTTA (division de la société Aéropostale). Cette Aviation signait en même temps des accords avec CESSNA, qui lui accordait la licence de construction d'un certain nombre de ses avions de base, afin de soutenir le marché européen. Pour un certain nombre de raisons,

la aviation française connaît pourtant des incidents de parcours. Elle est la deuxième en Europe et la sixième dans le monde, et ce fait, ses exportations s'élèvent à 80 % de son chiffre d'affaires, mais la récente crise du pétrole les a enrégimées, et elle commencent seulement à redresser timidement.

La concurrence est donc face aux productions américaines et si nos avions possèdent des qualités reconnues, les moyens de nos constructeurs sont encore limités pour ce qui concerne leur action commerciale sur les marchés extérieurs. L'aviation privée est en effet documentée dans l'économie nationale, et l'aviation d'affaires connaît une croissance maintenant comme un véritable outil au service de l'entreprise et non plus comme un objet de luxe et de prestige.

Trois cent cinquante aérodromes ouverts en France

Les constructeurs français, grâce à une politique prudente et rationnelle, sautent une grande partie de la fièvre nationale, mais il va sans dire que les exportations sont une nécessité dans l'équilibre de leur plan de charge. Pour certains d'entre eux, ce sont près de 80 % de leur production d'avions de tourisme et d'été qui sont promues aux marchés extérieurs : de leur côté, les fabricants de Cessna et de la Société Aéropostale sont exportés à 80 %.

Si notre production d'avions est si riche avec la gamme proposée, il ne va pas de même pour les propulseurs classiques. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les constructeurs ont peu à peu abandonné l'étude des moteurs à piston de petite puissance (100 à 400 CV), malgré une tentative de la Société Potez, qui n'eut pas de lendemain. TURBOMECA, en revanche, a donné le ton. Il y a vingt ans, avec ses turbomoteurs de petite et moyenne puissance, dont le succès à l'exportation est spectaculaire. Ces turbomoteurs amènent à partir tout naturellement des hélicoptères de la Société aéropostale, qu'elle équipe en totalité.

L'exportation nécessaire

La gamme française, proposée également sur le marché international, est donc relativement complète, puisqu'elle va de l'avion de sport et de volage jusqu'aux biplaces

de haute qualité reconnue, les moyens de nos constructeurs sont encore limités pour ce qui concerne leur action commerciale sur les marchés extérieurs. L'aviation privée est en effet documentée dans l'économie nationale, et l'aviation d'affaires connaît une croissance maintenant comme un véritable outil au service de l'entreprise et non plus comme un objet de luxe et de prestige.

La aviation française connaît pourtant des incidents de parcours. Elle est la deuxième en Europe et la sixième dans le monde, et ce fait, ses exportations s'élèvent à 80 % de son chiffre d'affaires, mais la récente crise du pétrole les a enrégimées, et elle commencent seulement à redresser timidement.

La concurrence est donc face aux productions américaines et si nos avions possèdent des qualités reconnues, les moyens de nos constructeurs sont encore limités pour ce qui concerne leur action commerciale sur les marchés extérieurs. L'aviation privée est en effet documentée dans l'économie nationale, et l'aviation d'affaires connaît une croissance maintenant comme un véritable outil au service de l'entreprise et non plus comme un objet de luxe et de prestige.

L'instrument embarqué est souvent l'élément de l'équipement installé au sol. Cette dernière catégorie se développe également. Les territoires français s'enrichissent chaque année de ballons radiométriques capables de diriger les avions en toute sécurité. Les équipements ont été nécessaires aux trois cent cinquante aérodromes ouverts en France à la circulation aérienne, en l'attente de leur catégorie, de l'importance et du type de leur trafic. Balises, rampes d'approche, systèmes d'atterrissage, radars légers mobiles, figurent dans le catalogue des fabricants d'équipements. Les collectivités régionales, groupements d'industriels, chambres de commerce, etc., créent maintenant des aérodromes capables d'attirer la trafic international et, dans un autre domaine, l'exemple de nouvelles implantations industrielles dont le plan de masse comporte une piste d'essai plus rare.

Alors s'impose cette aviation générale, devenue un élément d'accélération dans la vie économique industrielle de la France. Si sa part est encore très faible dans l'ensemble des activités de l'industrie aéronautique et spatiale, son taux d'expansion en progression constante prouve un marché raisonnable vers la maturité.

ROBERT J. ROUX.

* Ouvert tous les jours de 10 h. à 18 h. Prix d'entrée : adultes, 8 F ; enfants, 4 F. Parking. Deux restaurants.

Comment faire 3.614 km dans la région parisienne. Sans conduire.



Nous avons quelque chose en commun : le train, le métro, l'autocar et l'autobus. Seule différence : vous, vous êtes conduits et nous, nous conduisons. Nous conduisons même beaucoup. Aujourd'hui, les Transports en commun assurent la moitié des déplacements de l'ensemble des habitants de la région parisienne. Cela représente pour nous 6 000 000 de déplacements par jour, pour venir vous chercher et vous accompagner en toute sécurité.

Nous sommes 50 000 conducteurs, techniciens, ingénieurs, pour veiller au bon fonctionnement de ce service régulier.

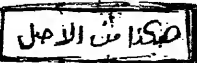
Nous avons 6153 arrêts d'autobus, d'autocar, de métro ou de train, pour qu'ils soient proches de chez vous. Ils sont à votre service très tôt. Et très tard.

Enfin, pour vous emmener partout, dans la région parisienne, nous avons un réseau de 3 614 kilomètres de "routes", souteraines ou non, plutôt moins encombrées que les autres.

En fait, nous avons beaucoup de choses en commun.

Transports en commun de la région parisienne.

Nous allons où vous allez.



ENTREPRISES QUILMÈS S.A.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 5 juin 1974 au siège social, 1 rue Grand-Pierre, Lausanne, a approuvé les comptes et le bilan au 31 décembre 1973.

Le rapport du conseil d'administration, complété par une communication du directeur, rappelle les décisions économiques qui ont marqué l'année 1973 et qui ont conduit la société mère et ses filiales financières à procéder à des dégage-
ments sur certaines branches de l'assurance et sur d'autres liquidités.

La conversion partielle en or de cette trésorerie a été effectuée dans un souci de prudence et d'expectative et non d'opération.

Le conseil d'administration sur l'Arpa-
may et sur Maroc ont connu en 1973 une activité satisfaisante.

[illegible]

SAUNIER-DUVAL

L'assemblée générale ordinaire sera tenue le 30 juin 1974 sous la présidence de M. Jean Ferry, président-directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1973, qui ont permis d'obtenir un bénéfice net de 26 millions de francs après 13.80 millions de francs d'amortissements et de 1.87 millions de francs, après 11 millions de francs d'amortissements en 1972.

Cette optimisation ne traduit que de mauvais résultats au niveau de l'exploitation. Elle a pour origine l'augmentation des charges dont les deux principaux sont :

- d'une part, le coût de l'ancien siège social n'a pu être alloué au cours de l'exercice, alors que les charges de compte d'exploitation ont au point de vue des frais financiers 990 de celui des

« d'autre part, la charge exceptionnelle née des modalités de financement du nouveau siège social, la première annuité correspondant à l'exercice 1972, étant particulièrement élevée.

« Le niveau du groupe, le chiffre d'affaires combiné avec les seules sociétés françaises s'élève à 12,26 millions de francs contre 6,90 millions de francs en 1972 (+ 44,7 %).

« Au niveau de la société, le chiffre d'affaires hors taxes s'est accru de 1,60 G, passant de 64,71 millions à 66,31 millions de francs en 1972 (+ 2,47 %).

Le dividende sera mis en paiement
par tir du 16 juillet 1974 contre
remise du coupon n° 21.

L'assemblée ordinaire du 30 mai 1974 approuve les comptes de l'exercice 1973. Le dividende a été fixé à 12,06 F par action plus l'avoir fiscal de 0,93 F et à un revenu global de 20,49 F, en augmentation de 5 % sur celui de l'exercice précédent. Conformément aux recommandations du ministre des finances.

Ce dividende sera versé en paiement le 3 juillet prochain contre remise du coupon n° 4.

allures aux ventes de spécialités pharmaceutiques.

Cette conjonction des efforts de recherche sont maintenant au niveau qu'ils ont atteint depuis cinq ans, les entreprises se consacrant à préparer l'avenir des différentes activités.

Cependant, le potentiel d'expansion du groupe, mesuré par la somme du chiffre nettes d'amortissement et des provisions, est évalué à un taux de 14 % en 1973 et ce niveau de croissance semble pouvoir être maintenu.

Le président a précisé qu'un cours d'exercice 1976 dépasserait les valeurs enregistrées la même année 1975.

Il a également évoqué les nouvelles réalisations de produits chimiques : une unité de produits chimiques pour l'industrie qui doit être construite à Mowrta (Fribourg-Atlantique) verra accroître sensiblement les capacités de production de la chimie du groupe ;

Le Groupe de la Compagnie Bancaire a développé ses activités durant l'année 1973 dans une conjoncture caractérisée par :

- une hausse brutale des taux d'intérêt qui ont atteint, début 1974, des niveaux sans précédent;

Le Groupe a, de façon délibérée, affecté par priorité cet accroissement de son potentiel au financement de l'équipement des entreprises; l'UFB et LOCABAIL ont consenti pour l'équipement

Les financements immobiliers ont été l'objet de 136 000 crédits de l'UCB au de la CPEC. Le montant consolidé de ces crédits a atteint 7 170 millions de francs (+ 5 %). L'encours des prêts attribués par l'une ou l'autre société était au 31 décembre 1973 de 19 179 millions de francs (+ 16 %).

Son bénéfice propre, établi sans considération de la part qui lui revient dans les résultats de ses filiales, a atteint 37 millions de francs, hors plus-values de cession mais après une dotation nette de 6,5 millions de francs aux provisions à caractère de réserve constituées après paiement de l'impôt.

Conformément à la directive des Pouvoirs Publics, ces dividendes ne seront mis en paiement que le 1^{er} juillet prochain.

Les résultats dégagés en 1973 par les différentes sociétés ont permis d'affecter 221 millions de francs aux réserves ou aux provisions à caractère de réserves. Ces dotations ont porté le monien

LA SIN VIM

La SINVM, qui dispose de 255 millions de francs de fonds propres, est engagée dans plus de 200 programmes différents et elle a, depuis sa constitution, participé à la construction de plus de 80 000 logements. Le montant des ventes réalisées en 1973 dans ses différents programmes a été de 1 321 millions de francs. En outre, elle possède une situation financière saine.

Les profits de construction dégagés par les activités de promotion sont soumis à un régime fiscal particulier : passibles de l'impôt pour 30 % seulement de leur montant au moment de leur constitution, ils sont, pour le solde, taxés lors de la mise en distribution des réserves spéciales qu'ils ont permis de doter. Cette taxation se fait à un taux réduit de moitié lorsque ces profits

Le prix d'offre des actions de la SINVIM a été fixé à 180 F.

Cet encours était constitué, pour les sept huitièmes, par des immeubles faisant l'objet d'un contrat

Le 24, de ce fait, progressivement constitué une masse d'amortissements « excédentaires » qui, en raison de sa politique d'indexation, lui a permis d'assurer aux fonds propres qui lui ont été confiés une action financière plus-value supérieure à la dépréciation provoquée par l'érosion monétaire.

LOCABAIL-IMMOBILIER a réalisé en 1973 un bénéfice financier de 26 574 000 F et un bénéfice

l'avenir, le développement du patrimoine local, qu'il est prévu de porter progressivement au niveau des fonds propres, permettra à LOCABAI-IMMOBILIER de maintenir la protection des capitaux engagés par ses actionnaires contre les effets de la dépréciation monétaire.

عَمَّا مِنْ الْأَهْلِ

LES MARCHÉS FINANCIERS

ÉTATS-UNIS

Les rendements pour les titres américains de court terme ont baissé de quatre points au cours des quatre premiers mois de l'année.

New York (Agf). — M. Neuman, président de la New York Stock Exchange, a annoncé qu'en avril dernier les firmes membres du NYSE avaient perdu 873 millions, contre une perte de 2 343 millions au cours des quatre premiers mois de l'année.

BOURSE DE PARIS

Le volume d'affaires s'est contracté de près de 19 % à la fin mai.

Pour les cinq premiers mois de 1974, le volume d'affaires à la Bourse de Paris s'est élevé à 102 500 millions, soit une diminution de 18,5 % par rapport aux cinq premiers mois de 1973.

Dans le volume global, les valeurs à l'exportation ont baissé de 10,5 % par rapport aux cinq premiers mois de 1973.

En mai, les principales transactions ont été : 4 100 000 actions de la S.A. de l'Industrie Chimique.

En mai, les principales transactions ont été : 4 100 000 actions de la S.A. de l'Industrie Chimique.

LONDRES

Le marché est calme et sans tendance définie. Formé des valeurs françaises et étrangères des mines d'or.

VALEURS	CLOUTIER	COM
	7 8	10.
Worthington 1/2 %	25 1/2	25
Worthington 3/4 %	226	222
Worthington 1 %	4 5	456
Worthington 1 1/4 %	263	261
Worthington 1 1/2 %	111	112
Worthington 1 3/4 %	224	224
Worthington 2 %	88	84
Worthington 2 1/4 %	254	262
Worthington 2 1/2 %	22 1/2	23
Worthington 2 3/4 %	188	188
Worthington 3 %	32	61

